

TRES BONS RESULTATS DU MODELE DE BANQUE « MULTI-UNIVERSELLE »

DONNÉES PUBLIÉES ET SOUS-JACENTES CASA ET GCA T1-2023

	CRÉDIT AGRICOLE S.A.		GROUPE CRÉDIT AGRICOLE	
	Publié	Sous-jacent	Publié	Sous-jacent
Revenus	6 121 m€ +9,6% T1/T1	6 153 m€ +10,4% T1/T1	8 927 m€ +0,5% T1/T1	8 959 m€ +1,8% T1/T1
Charges	- 3 841 m€ +1,9% T1/T1	- 3 841 m€ +2,4% T1/T1	- 5 909 m€ +0,6% T1/T1	- 5 909 m€ +0,9% T1/T1
dont FRU	- 513 m€ -19,4% T1/T1	- 513 m€ -19,4% T1/T1	- 626 m€ -21,2% T1/T1	- 626 m€ -21,2% T1/T1
Résultat Brut d'Exploitation	2 280 m€ +25,6% T1/T1	2 312 m€ +26,8% T1/T1	3 018 m€ +0,4% T1/T1M	3 049 m€ +3,6% T1/T1
Coût du risque	- 374 m€ - 49,5% T1/T1	-374 m€ - 31,4% T1/T1	-548 m€ -38,3% T1/T1	-548 m€ -21,0% T1/T1
RNPG	1 226 m€ x2,1 T1/T1	1 249 m€ +61,1% T1/T1	1 669 m€ +23,6% T1/T1	1 692 m€ +12,6% T1/T1
Coex (hors FRU)	54,4% -1,7 pp T1/T1	54,1% -1,8 pp T1/T1	59,2% +2,0 pp T1/T1	59,0% +1,4 pp T1/T1

UNE BANQUE UNIVERSELLE ATTRACTIVE : ACTIVITE DYNAMIQUE DANS TOUS LES METIERS

- Conquête GCA : +555 000 nouveaux clients au T1
- Dynamisme commercial en assurances, en BFI et en crédit à la consommation

UNE BANQUE UNIVERSELLE PERFORMANTE : RESULTAT CASA RECORD A 1 249 m€

- Revenus +10,4% T1/T1 pro-forma IFRS17, +12,6% hors effet de base surbonification TLTRO
 - o Revenus CA Italia, BPI hors Italie, CACEIS, CA Indosuez soutenus par la MNI
 - o SFS et Banque de proximité France impactés par la hausse du coût de refinancement
- Charges +2,4% T1/T1 pro-forma IFRS17, effet ciseaux +5,7 pp hors TLTRO et hors FRU
- Coefficient d'exploitation hors FRU 54,1%

UNE BANQUE UNIVERSELLE ACTIVE : OPERATIONS DE STRUCTURE EN LIEN AVEC LE PMT

- Lancement de la JV Leasys et consolidation à 100% de CA Auto Bank au T2-2023 ; +100 000 véhicules ALD/Leaseplan au S2-2023
- Entrée en négociations exclusives avec Worldline au T2-2023 pour créer un acteur majeur des services de paiement pour les commerçants en France
- Acquisition de Sudeco (Property management) par CA Immobilier au T1-2023

UNE BANQUE UNIVERSELLE SOLIDE : POSITIONS DE CAPITAL ET DE LIQUIDITE FORTES

- CET1 Crédit Agricole S.A. phasé 11,6% (370 pb>SREP)
- CET1 GCA 17,6% phasé (870 pb>SREP)
- LCR 162,6% et 457 Mds€ de réserves de liquidité au niveau du Groupe Crédit Agricole
- Stock de provisions pour encours sains 20,0 Mds€ taux de couverture 83%

Dominique Lefebvre,

Président de la SAS Rue La Boétie et Président du Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A.

« La solidité de nos résultats nous engage. Le groupe continue de jouer un rôle moteur dans le soutien actif de l'économie et dans l'accompagnement des grandes transitions sociétales au plus près des territoires.

Je remercie tous nos clients pour leur confiance ainsi que l'ensemble des collaborateurs du Groupe, et les élus, mobilisés chaque jour pour apporter une réponse globale, en proximité, à l'ensemble de leurs besoins. »

Philippe Brassac,

Directeur général de Crédit Agricole S.A.

« Le Crédit Agricole, c'est la banque « multi-universelle » : présente sur tous types de marché, sur tous les territoires, au service du plus grand nombre, et organisée pour apporter une réponse globale aux besoins de ses clients dans le cadre d'une relation durable.

Ce modèle hyper-inclusif par nature, lui permet de présenter régulièrement d'excellentes performances commerciales et financières, comme c'est à nouveau le cas ce trimestre. Elles sont le reflet de son utilité commerciale, de l'extrême diversification du modèle, et bien sûr de l'engagement remarquable de toutes ses équipes. »

Ce communiqué de presse commente les résultats de Crédit Agricole S.A. ainsi que ceux du Groupe Crédit Agricole, qui regroupe les entités de Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales du Crédit Agricole, lesquelles détiennent 57,1% de Crédit Agricole S.A. Les éléments spécifiques qui, retraités des différents soldes intermédiaires auxquels ils se rapportent, permettent de calculer les résultats sous-jacents, sont détaillés dans les annexes de ce communiqué.

Groupe Crédit Agricole

Activité du Groupe

L'activité commerciale a été soutenue ce trimestre dans tous les métiers du Groupe grâce au modèle de banque relationnelle. La conquête brute est forte. Sur le premier trimestre 2023, le Groupe enregistre +555 000 nouveaux clients en banque de proximité, et le fonds de commerce continue de progresser (+145 000 clients) en ligne avec les objectifs du PMT Ambitions 2025. Plus spécifiquement sur le trimestre, le Groupe a conquis +426 000 nouveaux clients en banque de proximité France et +129 000 nouveaux clients en banque de proximité à l'international (Italie et Pologne) et le fonds de commerce croît également (respectivement +78 000 et +67 000 clients). La collecte se maintient sur le trimestre pour toutes les entités avec, chez Amundi une collecte nette totale de -11,1 milliards d'euros affectée par quelques sorties sur des actifs institutionnels à très faibles marges mais dont une collecte retail (hors JV et Chine) positive de +4,3 milliards d'euros, chez CA Assurances une collecte en unité de compte record de +2,4 milliards d'euros et une collecte nette positive de +0,7 milliard d'euros en Gestion de fortune (Indosuez Wealth Management et LCL Banque privée). A périmètre constant (hors La Médicale), le chiffre d'affaires en assurances dommages augmente de +9% par rapport à mars 2022 et le chiffres d'affaires protection des personnes augmente de +6% sur la même période. L'activité a été par ailleurs très dynamique en banque de financement et d'investissement (revenus sous-jacents en hausse de +20,9% par rapport au premier trimestre 2022). Les revenus sous-jacents de la banque de marché et d'investissement augmentent de +36,8% avec une excellente activité sur toutes les lignes de produits et notamment sur les activités FICC (+41,8%). La banque de financement enregistre également une hausse de ses revenus sous-jacents de +6,1%, tirés par la performance des financements structurés (+7,1%). En banque de proximité, la production de crédits diminue sur le trimestre dans un contexte de hausse des taux clients à la production¹, et s'établit à 35 milliards d'euros de réalisations au sein des Caisses régionales, LCL et CA Italia (-10,6% par rapport au premier trimestre 2022). Toutefois, elle est dynamique sur le marché des professionnels avec une hausse par rapport au premier trimestre 2022 de +4,7% chez les Caisses régionales (professionnels et entreprises), +6,2% chez LCL et + 25,7% chez CA Italia (professionnels et entreprises). Sur le marché habitat la production est en baisse dans un marché également baissier². En France, la production habitat des Caisses régionales et de LCL diminue de -16,0%. Elle diminue de -21,3% en Italie. Le taux d'équipement en assurances³ est élevé dans les banques de proximité à fin mars 2023 et augmente par rapport au premier trimestre 2022. Il s'élève à 42,9% dans les Caisses régionales (+0,5 point T1/T1), 27,4% pour LCL (+0,9 point), 17,3% pour CA Italia, y compris Creval (+2,2 points). Les dépôts des banques de proximité sont stables sur le trimestre. Ainsi, l'encours de collecte du bilan au sein des Caisses régionales, LCL et CA Italia s'élève à 793 milliards d'euros à fin mars 2023 (+0,4% par rapport à fin décembre 2022, dont -0,1% pour les Caisses régionales, +2,3% pour LCL et -0,6% pour CA Italia). Enfin, le pôle SFS enregistre également un bon niveau d'activité, avec chez CACF une hausse de la production de crédit à la consommation de +15,8% par rapport au premier trimestre 2022, tirée par le dynamisme du canal automobile (+38,5%) et chez CAL&F une hausse de la production d'affacturage de +5,8%.

Chacun des métiers du Groupe affiche ainsi un bon niveau d'activité (Cf. Infra).

¹ Les taux clients à la production augmentent en habitat en France (+36 pb pour les CR et +51 pb pour LCL par rapport au quatrième trimestre 2022) et en Italie, avec une hausse du taux à la production habitat de +99 pb.

² Baisse moins forte que le marché (production habitat France -37,5% T1-23/T1-22 selon la Banque de France).

³ Assurances automobile, MRH, santé, juridique, tous mobiles/portables ou GAV

Déploiement de la stratégie moyen terme

En ce premier trimestre 2023, le Groupe poursuit le déploiement de son Plan à Moyen Terme. Les moteurs de la croissance organique sont en marche et restent la priorité première du Groupe. Les métiers continuent ainsi de se développer avec une activité particulièrement dynamique ce trimestre. Cette croissance se complète en 2023 par des opérations stratégiques venant renforcer le Groupe dans sa position d'acteur majeur de la mobilité en Europe mais également des services immobiliers et de paiements en France.

Ainsi, Crédit Agricole Consumer Finance a annoncé le 4 avril 2023 la finalisation de son accord avec Stellantis, aboutissant d'une part à la création d'une nouvelle joint-venture 50/50 Leasys par la mise en commun des activités de Leasys et Free2Move Lease, permettant au Crédit Agricole d'entrer ainsi dans le Top 5 des acteurs européen de la location longue durée (LLD) avec une cible de plus de 1 million de véhicules en LLD à horizon 2026; et d'autre part à la création de Crédit Agricole Auto Bank, entité issue de la reprise à 100% par Crédit Agricole Consumer Finance de FCA Bank et de Drivalia (location automobile, autopartage), pour donner naissance à un leader paneuropéen du financement automobile multimarques, indépendant de tout constructeur et adossé au Groupe Crédit Agricole avec un objectif d'encours de financement automobile de 10 milliards d'euros à horizon 2026. A cela s'ajoute l'annonce, le 23 mars 2023, de l'intention de Crédit Agricole Consumer Finance et de Stellantis d'acquérir les activités de six filiales européennes d'ALD Automotive et de LeasePlan, l'ensemble représentant une flotte de plus de 100 000 véhicules (et un total d'encours de 1,7 Md€) : la joint-venture Leasys accueillera les activités d'ALD au Portugal et de LeasePlan au Luxembourg pour un total d'environ 30 000 véhicules et Crédit Agricole Auto Bank celles d'ALD en Irlande et en Norvège et de LeasePlan en République tchèque et en Finlande pour un total de plus de 70 000 véhicules. L'opération de reprise de Crédit Agricole Auto Bank aura un impact neutre en ratio CET1 (la hausse des RWA liée à la consolidation étant compensée par une titrisation synthétique). D'autre part, l'impact total de l'acquisition des activités d'ALD et de LeasePlan sur le ratio de CET1 de Crédit Agricole S.A. en 2023 sera inférieur à -10 pb en 2023.

Par ailleurs, le groupe Crédit Agricole a annoncé, le 20 avril 2023, entrer en négociation exclusive avec Worldline en vue de conclure un partenariat stratégique de long terme dans le domaine des services monétiques pour commerçants sur le marché français. Cette opération alliant deux grands groupes français, chacun leader sur son marché, s'inscrit pleinement dans les orientations stratégiques du PMT Paiements 2025, avec notamment l'objectif de multiplier par deux le taux de croissance de l'activité de services de paiements aux commerçants.

Enfin, l'acquisition par Crédit Agricole Immobilier de Sudeco, acteur du Property Management (syndic, gestion locative et technique) et spécialiste de l'immobilier commercial, annoncée le 14 mars 2023, permet au Groupe de devenir le quatrième acteur du Property Management institutionnel en France (en chiffre d'affaires), accélérant son ambition stratégique de rejoindre le trio de tête du secteur à horizon 2025. Cette opération aura un impact négatif négligeable sur le CET1 de Crédit Agricole S.A. et du Groupe Crédit Agricole.

Résultats du Groupe

Au premier trimestre 2023, le **résultat net part du Groupe publié** du Groupe Crédit Agricole ressort à **1 669 millions d'euros**, en hausse de +23,6% par rapport au premier trimestre 2022.

Les **éléments spécifiques** du premier trimestre 2023 ont un **effet net négatif de -24 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe** de Crédit Agricole S.A. Ils sont composés des éléments comptables récurrents suivants : les éléments de volatilité comptable récurrents en produit net bancaire, à savoir le DVA (*Debt Valuation Adjustment*), la partie spread émetteur de la FVA, et le *secured lending* pour -6 millions d'euros en résultat net part du Groupe sur la banque de marché et d'investissement, et la couverture de portefeuille de prêts en Grandes Clientèles pour -18 millions d'euros en résultat net part du Groupe.

Hors les éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent⁴** du Groupe Crédit Agricole atteint **1 692 millions d'euros**, en hausse de +12,6% par rapport au premier trimestre 2022.

Résultats consolidés du Groupe Crédit Agricole au T1-2023 et au T1-2022

En m€	T1-23 publié	Eléments spécifiques	T1-23 sous- jacent	T1-22 publié	Eléments spécifiques	T1-22 sous- jacent	Δ T1/T1 publié	Δ T1/T1 sous- jacent
Produit net bancaire	8 927	(32)	8 959	8 882	79	8 802	+0,5%	+1,8%
Charges d'exploitation hors FRU	(5 284)	-	(5 284)	(5 082)	(18)	(5 064)	+4,0%	+4,3%
FRU	(626)	-	(626)	(794)	-	(794)	(21,2%)	(21,2%)
Résultat brut d'exploitation	3 018	(32)	3 049	3 005	61	2 944	+0,4%	+3,6%
Coût du risque de crédit	(548)	-	(548)	(888)	(195)	(693)	(38,3%)	(21,0%)
Sociétés mises en équivalence	108	-	108	108	-	108	(0,3%)	(0,3%)
Gains ou pertes sur autres actifs	4	-	4	13	-	13	(68,8%)	(68,8%)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat avant impôt	2 581	(32)	2 613	2 238	(134)	2 372	+15,4%	+10,2%
Impôt	(711)	8	(719)	(703)	(15)	(688)	+1,1%	+4,5%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	2	-	2	1	(4)	5	+29,1%	(64,2%)
Résultat net	1 872	(24)	1 896	1 536	(153)	1 689	+21,9%	+12,3%
Intérêts minoritaires	(204)	-	(204)	(186)	(0)	(185)	+9,5%	+9,8%
Résultat net part du Groupe	1 669	(24)	1 692	1 350	(153)	1 504	+23,6%	+12,6%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	59,2%		59,0%	57,2%		57,5%	+2,0 pp	+1,4 pp

Au premier trimestre 2023, le **produit net bancaire sous-jacent s'élève** à 8 959 millions d'euros, en hausse de +1,8% par rapport au premier trimestre 2022, grâce à une activité soutenue dans tous les métiers, et du fait de l'impact favorable de la hausse des taux sur les revenus des banques de proximité à l'international notamment, et malgré la hausse des taux d'intérêts impactant notamment la banque de proximité et le crédit à la consommation. Les **charges d'exploitation sous-jacentes hors fonds de résolution unique (FRU)** sont en hausse de +4,3% au premier trimestre 2023, pour s'établir à 5 284 millions d'euros, sous l'effet notamment de l'accompagnement du développement des métiers et des dépenses IT, mais aussi de la hausse des rémunérations dans un contexte inflationniste. Au global, le Groupe affiche une hausse de +1,4 point de pourcentage du **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU**, qui s'établit à 59,0% au premier trimestre 2023. Le **résultat brut d'exploitation sous-jacent** est en hausse de +3,6% par rapport au premier trimestre 2022, s'établissant à 3 049 millions d'euros. A noter que, dans le cadre de la mise en œuvre de la norme IFRS 17, l'effet du retraitement de la marge interne sur les revenus du Groupe est de - 746 millions d'euros et d'une amélioration des charges de -746 millions d'euros au premier trimestre 2023. Cet impact est comptabilisé au sein du pôle AHM.

⁴ Cf. plus de détails sur les éléments spécifiques en Annexes.

Le **coût du risque de crédit sous-jacent** est en amélioration à -548 millions d'euros, dont -67 millions d'euros de coût du risque sur encours sains (niveau 1 et 2), -464 millions d'euros de coût du risque avéré (niveau 3) et -16 millions d'euros de risques autres, soit une baisse de -21,0% par rapport au premier trimestre 2022. La charge de provisionnement relative à la guerre en Ukraine s'établit au premier trimestre 2023 à -56 millions d'euros, dont -46 millions d'euros sur encours sains⁵ et -10 millions d'euros pour risque avéré. Hors cet effet, le provisionnement reste limité sur encours sains à -21 millions d'euros et s'élève à -454 millions d'euros pour risque avéré. Les niveaux de provisionnement ont été déterminés en tenant compte de plusieurs scénarios économiques pondérés, comme lors des précédents trimestres, et en appliquant des ajustements forfaitaires sur des portefeuilles sensibles. Les scénarios économiques pondérés du premier trimestre n'ont pas fait l'objet de mise à jour, avec un scénario favorable (PIB à +1,2% en France en 2023, +2,1% en 2024) et un scénario défavorable (PIB à -1,6% en France en 2023 et +2,0% en 2024). Le **coût du risque sur encours⁶ sur quatre trimestres glissants atteint 23 points de base, soit en ligne avec l'hypothèse du Plan à Moyen Terme à 25 points de base**. Il atteint 19 points de base en vision trimestrielle annualisée⁷.

Le **résultat avant impôt sous-jacent s'établit à 2 613 millions d'euros**, en hausse de +10,2% par rapport au premier trimestre 2022. Le résultat avant impôt sous-jacent intègre la contribution des sociétés mises en équivalence pour 108 millions d'euros (stable -0,3%) ainsi que le résultat net sur autres actifs qui atteint 4 millions d'euros ce trimestre. La **charge d'impôt sous-jacente est en hausse de +4,5%** sur la période. Le résultat net sous-jacent avant déduction des minoritaires est en hausse de +12,3% pour s'établir à 1 896 millions d'euros. Les intérêts minoritaires augmentent de +9,8%. Enfin, **le résultat net part du Groupe sous-jacent, à 1 692 millions d'euros ressort en hausse de +12,6%** par rapport au premier trimestre 2022.

Caisses régionales

L'**activité des Caisses régionales** est soutenue au T1-23. La **conquête brute progresse de +321 000** nouveaux clients sur le trimestre et le **fonds de commerce croît de +54 000** nouveaux clients depuis le début de l'année. **La part des clients utilisant les outils digitaux augmente** et s'élève à 74,9%⁸ (+1,9 point de pourcentage par rapport à fin mars 2022) et le nombre de signatures en ligne⁹ augmente de +60% entre le premier trimestre 2022 et le premier trimestre 2023.

La **production de crédit est en baisse** ce trimestre (-6,2% par rapport au premier trimestre 2022). La baisse est marquée sur l'habitat (-14,3% par rapport au premier trimestre 2022), mais cette baisse reste inférieure à celle du marché¹⁰. La production reste dynamique sur les marchés spécialisés¹¹ (+4,7% par rapport au premier trimestre 2022). Par ailleurs, depuis le troisième trimestre 2022, le taux moyen client à la réalisation¹² des crédits est supérieur au taux moyen du stock. Le taux à la production des crédits habitat¹³ est en hausse¹⁴ par rapport à celui du quatrième trimestre 2022 et le taux moyen à l'octroi sur 20 à 25 ans atteint 3,0% début avril 2023. **Les encours de crédit** atteignent 637 milliards d'euros à fin mars 2023, en hausse de +5,5% par rapport à fin mars 2022 (+1,0% par rapport à fin décembre 2022) tirés par le marché des entreprises (+8,9% par comparaison au quatrième trimestre 2022).

Les encours de collecte globale sont en hausse de +2,6% sur un an et atteignent 861 milliards d'euros à fin mars 2023. Cette croissance est portée par les encours de collecte bilan, qui atteignent 576 milliards d'euros à fin mars 2023,

⁵ dont -33 millions d'euros de provisionnement du résultat de CA Ukraine

⁶ Le coût du risque sur encours (en points de base) sur quatre trimestres glissants est calculé sur la base du coût du risque des quatre derniers trimestres auquel est rapporté la moyenne des encours de début de période des quatre derniers trimestres

⁷ Le coût du risque sur encours (en point de base) annualisé est calculé sur la base du coût du risque du trimestre multiplié par quatre auquel est rapporté l'encours de début de période du trimestre

⁸ Nombre de clients ayant un profil actif sur Ma Banque ou ayant visité Crédit Agricole en ligne dans le mois / nombre de clients majeurs possédant un DAV (compte de dépôt à vue) actif

⁹ Signatures initiées en mode dépose BAM (Banque accès multicanal) dont le support final de signature est BAM, Portail client mobile ou Ma Banque

¹⁰ Production habitat en France en baisse de -37,5% fév/fév selon la Banque de France

¹¹ Marchés spécialisés : agriculteurs, professionnels, entreprises et collectivités publiques

¹² Moyenne taux trimestriels, tous marchés, tous crédits (prêts échéancés à taux fixe et en euro)

¹³ Taux de crédits sur les réalisations mensuelles. Seuls les prêts échéancés, en euros et à taux fixe sont pris en compte

¹⁴ Taux clients habitat à la réalisation +36 bp T1/T4

en progression de +3,1% par rapport à fin mars 2022 (dont +11,4% sur les livrets et +37,3% sur les dépôts à terme). Les encours de collecte hors-bilan atteignent 285 milliards d'euros, en hausse de +1,6% sur le trimestre.

Au premier trimestre 2023, le produit net bancaire publié des Caisses régionales atteint 3 333 millions d'euros, en baisse de -9,6% par rapport au premier trimestre 2022 en lien avec une baisse de la marge d'intermédiation et une hausse du coût de refinancement. Le PNB de portefeuille est en hausse, bénéficiant d'effets de marché favorables. Les commissions sont en hausse de +1,6%. **Les charges d'exploitation hors FRU** progressent de +4,9% en grande partie liées à la hausse des charges de personnel. **Le résultat brut d'exploitation** sous-jacent ressort en baisse de - 35,2%. Le **coût du risque est en hausse** de +18,3% par rapport au premier trimestre 2022 et s'élève à -172 millions d'euros. Il se compose d'une reprise de +8 millions d'euros sur encours sains et d'une dotation de -180 millions d'euros sur encours douteux.

Le résultat net part du Groupe des Caisses régionales en vision publiée s'élève à 420 millions d'euros au premier trimestre 2023, en baisse de -45,5% en comparaison au premier trimestre 2022. Le résultat net part du Groupe des Caisses régionales en vision sous-jacente s'élève à 420 millions d'euros en baisse de -41,6% en comparaison au premier trimestre 2022.

Les éléments spécifiques au premier trimestre 2023 n'ont pas eu d'impact sur le résultat net part du Groupe publié des Caisses régionales. **Au premier trimestre 2022, les éléments spécifiques ont eu un impact positif** de +52 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe publié des Caisses régionales (impact positif de la provision pour épargne logement de +70 millions d'euros).

Le résultat net consolidé des Caisses régionales y compris dividende SAS Rue La Boétie¹⁵ s'élève à 435 millions d'euros au premier trimestre 2023, en baisse de -44,1% par rapport au premier trimestre 2022.

¹⁵ Dividende SAS Rue La Boétie versé au T2 annuellement

Crédit Agricole S.A.

Résultats

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A., réuni sous la présidence de Dominique Lefebvre le 9 mai 2023, a examiné les comptes du premier trimestre 2023.

Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A. au T1-2023 et au T1-2022

En m€	T1-23 publié	Eléments spécifiques	T1-23 sous- jacent	T1-22 publié	Eléments spécifiques	T1-22 sous- jacent	Δ T1/T1 publié	Δ T1/T1 sous- jacent
Produit net bancaire	6 121	(32)	6 153	5 584	10	5 575	+9,6%	+10,4%
Charges d'exploitation hors FRU	(3 328)	-	(3 328)	(3 133)	(18)	(3 114)	+6,2%	+6,9%
FRU	(513)	-	(513)	(636)	-	(636)	(19,4%)	(19,4%)
Résultat brut d'exploitation	2 280	(32)	2 312	1 815	(9)	1 824	+25,6%	+26,8%
Coût du risque de crédit	(374)	-	(374)	(740)	(195)	(545)	(49,5%)	(31,4%)
Sociétés mises en équivalence	86	-	86	95	-	95	(9,8%)	(9,8%)
Gains ou pertes sur autres actifs	4	-	4	10	-	10	(61,0%)	(61,0%)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	ns	Ns
Résultat avant impôt	1 996	(32)	2 028	1 180	(204)	1 383	+69,2%	+46,6%
Impôt	(521)	8	(530)	(401)	3	(404)	+30,1%	+31,2%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	2	-	2	1	(4)	5	ns	Ns
Résultat net	1 476	(24)	1 500	780	(205)	985	+89,2%	+52,3%
Intérêts minoritaires	(250)	1	(251)	(209)	0	(209)	+19,6%	+19,7%
Résultat net part du Groupe	1 226	(23)	1 249	571	(204)	776	x 2,1	+61,1%
Bénéfice par action (€)	0,36	(0,01)	0 ;37	0,15	(0,07)	0,22	x2,4	+69,6%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	54,4%		54,1%	56,1%		55,9%	-1,7 pp	-1,8 pp
Résultat net part du groupe hors FRU	1 680	(23)	1 703	1 137	(204)	1 341	+47,8%	+27,0%

Au premier trimestre 2023, le **résultat net part du Groupe publié** de Crédit Agricole S.A. ressort à **1 226 millions d'euros**, soit une multiplication par 2,1 par rapport au premier trimestre 2022.

Les **éléments spécifiques** de ce trimestre ont un impact cumulé de -23 millions d'euros en résultat net part du Groupe, ils sont composés des éléments comptables récurrents suivants : les éléments de volatilité comptable récurrents en produit net bancaire, à savoir le DVA (*Debt Valuation Adjustment*), la partie *spread* émetteur de la FVA, et le *secured lending* pour -6 millions d'euros en résultat net part du Groupe en Banque de Marché et d'Investissement, et la couverture de portefeuille de prêts en Grandes Clientèles pour -17 millions d'euros en résultat net part du Groupe.

Hors éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent**¹⁶ s'établit à **1 249 millions d'euros**, en hausse de +61,1% au premier trimestre 2023 par rapport au premier trimestre 2022.

Au premier trimestre 2023, les **revenus sous-jacents** atteignent 6 153 millions d'euros, et sont en forte hausse (+10,4%) par rapport au premier trimestre 2022. Cette croissance est portée par le dynamisme des pôles Gestion

¹⁶ Sous-jacent, hors éléments spécifiques. Cf. plus de détails sur les éléments spécifiques en Annexes.

de l'épargne et assurances +11,3%) et Grande Clientèle (+19,9%), la Banque de Proximité et le pôle Services Financiers Spécialisés étant pénalisés par la hausse des taux.

Les charges d'exploitation sous-jacentes s'élèvent à 3 841 millions d'euros, au premier trimestre 2023, en hausse de +2,4% par rapport au premier trimestre 2022. **Hors FRU**, elles s'établissent à 3 328 millions d'euros au premier trimestre 2023, en hausse de 214 millions d'euros, soit +6,9% (et +6,3% pour les charges des pôles métiers hors pôle Activités Hors Métiers). L'effet ciseaux est favorable à hauteur de +3,5 points de pourcentage. En publié, la variation des charges hors FRU est de 6,2% (+195 millions d'euros) et s'explique notamment par une hausse de la masse salariale d'environ 77 millions d'euros principalement en gestion d'actifs, Grandes Clientèles et chez LCL et 97 millions d'euros de provision pour rémunération variable et bonus (notamment en Banque de Financement et d'investissement).

Le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU s'établit ainsi à 54,1% au premier trimestre 2023, en amélioration de -1,8 point de pourcentage par rapport au premier trimestre 2022.

Le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent du premier trimestre 2023 s'établit à 2 312 millions d'euros, en hausse de +26,8% et +28,3% pour les pôles métiers hors AHM.

Au 31 mars 2023, les indicateurs de risque confirment **la qualité des actifs de Crédit Agricole S.A. et du niveau de couverture de ses risques**. Le portefeuille de prêts est diversifié, plutôt orienté habitat (28% des encours bruts) et entreprises (45% des encours bruts de Crédit Agricole S.A.). Le taux de créances douteuses est stable et demeure toujours bas à 2,7%. Le taux de couverture¹⁷, élevé, à 70,8%, est en hausse de +0,8 point de pourcentage sur le trimestre. **Le stock total de provisions** s'établit à 9,4 milliards d'euros pour Crédit Agricole S.A., stable (+0,2%) par rapport à fin décembre 2022. Sur ce stock de provisions, 36% sont liés au provisionnement des encours sains. Le stock de provisions pour encours sains est en hausse de +1,4 milliard d'euros par rapport au quatrième trimestre 2019.

Le **coût du risque** sous-jacent est en dotation nette de -374 millions d'euros soit en amélioration de 31,4% (-171 millions d'euros) par rapport au premier trimestre 2022 qui s'élevait à -545 millions d'euros et qui se caractérisait notamment par un provisionnement de -389 millions d'euros lié à la guerre en Ukraine. Au premier trimestre 2023, la charge de -374 millions d'euros se décompose en un provisionnement sur encours sains (niveau 1 et 2) de -75 millions d'euros (contre -356 millions d'euros au premier trimestre 2022), un provisionnement des risques avérés (niveau 3) pour -284 millions d'euros (contre -161 millions d'euros au premier trimestre 2022) et -15 millions d'euros d'éléments autres correspondants. Hors provisionnement de -56 millions d'euros relatif à la guerre en Ukraine (dont -46 millions d'euros sur encours sains¹⁸ et -10 millions d'euros pour risque avéré), le provisionnement reste limité au premier trimestre 2023, soit -29 millions d'euros sur encours sains et -274 millions d'euros pour risque avéré. Au premier trimestre 2023, le coût du risque sur encours sur quatre trimestres glissants¹⁹ atteint 28 points de base et 30 points de base en vision trimestrielle annualisée²⁰.

La contribution sous-jacente des **sociétés mises en équivalence** ressort à 86 millions d'euros au premier trimestre 2023 en baisse de -9,8% par rapport au premier trimestre 2022. Le **résultat net sur autres actifs** s'établit à 4 millions d'euros au premier trimestre 2023, en baisse de -6 millions d'euros par rapport au premier trimestre 2022.

Le **résultat sous-jacent**²¹ **avant impôt**, activités cédées et minoritaires ressort ainsi en hausse de +46,6%, à 2028 millions d'euros. Le **taux d'impôt effectif sous-jacent** s'établit à 27,3% (-4,1 points de pourcentage par rapport au premier trimestre 2022) et la charge d'impôt sous-jacente est de -530 millions d'euros, en hausse de +31,2%. Le résultat net sur activités arrêtées s'établit à +2 millions d'euros, contre +5 millions d'euros au premier

¹⁷ Taux de provisionnement calculé avec au dénominateur les encours en « stage 3 », et au numérateur la somme des provisions enregistrées en « stages » 1, 2 et 3

¹⁸ dont -33 millions d'euros de provisionnement du résultat de CA Ukraine

¹⁹ Le coût du risque sur encours (en points de base) sur quatre trimestres glissants est calculé sur la base du coût du risque des quatre derniers trimestres auquel est rapporté la moyenne des encours de début de période des quatre derniers trimestres

²⁰ Le coût du risque sur encours (en points de base) annualisé est calculé sur la base du coût du risque du trimestre multiplié par quatre auquel est rapporté l'encours de début de période du trimestre.

²¹ Cf. plus de détails sur les éléments spécifiques en Annexes.

trimestre 2022. Le **résultat net avant minoritaires** affiche donc une hausse de +52,3% à 1 500 millions d'euros. **Les intérêts minoritaires** s'établissent à -251 millions d'euros au premier trimestre 2023, en hausse de +19,7%.

Le **résultat net part du Groupe sous-jacent** est en hausse de +61,1% par rapport au premier trimestre 2022 à 1 249 millions d'euros.

Le **bénéfice par action sous-jacent (pro-forma IFRS 17)** sur le premier trimestre 2023 atteint **0,37 €**, il est en hausse de +78,8% par rapport au premier trimestre 2022.

Le **RoTE²² sous-jacent**, calculé sur la base d'un RNPG sous-jacent annualisé²³ et de charges IFRIC linéarisées sur l'année, net des coupons annualisés d'Additional Tier 1 (retour sur fonds propres part du Groupe hors incorporels) et retraité de certains éléments volatils comptabilisés en capitaux propres (dont réserves latentes), atteint **14,4% au premier trimestre 2023**, en hausse de +1,8 point de pourcentage par rapport à 2022.

²² Voir détails du calcul du RoTE (retour sur fonds propres hors incorporels) et du RONE (retour sur fonds propres normalisés) des métiers en p. 34

²³ Le RNPG sous-jacent annualisé correspond à l'annualisation du RNPG sous-jacent (T1x4 ; S1x2 ; 9Mx4/3) en retraitant chaque période des impacts IFRIC afin de les linéariser sur l'année

Analyse de l'activité et des résultats des pôles et métiers de Crédit Agricole S.A.

Activité du pôle Gestion de l'épargne et Assurances

Au premier trimestre 2023, les encours du pôle Gestion de l'épargne et Assurances (GEA) s'établissent à 2 457 milliards d'euros, en hausse de +1,7% par rapport à fin décembre 2022 grâce à un effet marché favorable. La collecte nette est négative ce trimestre de -9,7 milliards d'euros en raison d'une décollecte de -11,1 milliards d'euros sur Amundi (dont -11,7 milliards d'euros d'encours très peu margés sur des institutionnels), et malgré une collecte nette positive sur l'Assurance et la Gestion de fortune. Sur un an, les encours gérés sont en baisse de -3,1%, en raison d'un effet marché défavorable.

L'activité en assurances (Crédit Agricole Assurances) atteint au premier trimestre 2023 un niveau record, avec un chiffre d'affaires global de 11,7 milliards d'euros à fin mars, en hausse de +4,3% par rapport à mars 2022 (+7% à périmètre constant, hors La Médicale).

En Epargne/Retraite, l'activité bénéficie d'une reprise des marchés et d'une bonne dynamique commerciale, notamment sur les unités de compte, avec une collecte brute qui atteint 3,8 milliards d'euros, en hausse de +18,9% sur un an. La collecte brute atteint un niveau record ce trimestre, à 8,2 milliards d'euros, avec un taux d'unités de compte record à 45,8% (+4,8 points de pourcentage par rapport au premier trimestre 2022 et + 1,4 point de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2022). La collecte nette atteint +0,7 milliard d'euros ce trimestre, la collecte nette positive des contrats en unités de compte (+2,4 milliards d'euros), compensant la baisse de la collecte en fonds euros (-1,7 milliard d'euros).

Les **encours** (épargne, retraite et prévoyance) atteignent 324,6 milliards d'euros, en légère augmentation sur un an (+2,3 milliards d'euros, soit +0,7%). La part des unités de compte dans les encours s'établit à 27,2%, en hausse de +1,6 point de pourcentage par rapport à décembre 2022 et de +1,0 point de pourcentage sur un an.

En Assurance dommages, l'activité est dynamique, avec un chiffre d'affaires qui s'établit à 2,2 milliards d'euros à fin mars 2023, en hausse de +5,4% par rapport à mars 2022 (+ 9,1% à périmètre constant, hors La Médicale). A fin mars 2023, le portefeuille de contrats dommages s'élève à près de 15,5 millions²⁴, en progression de +1,0% sur an (+3,7% à périmètre constant, hors La Médicale). L'équipement des particuliers dans les réseaux bancaires du Groupe Crédit Agricole est en progression par rapport à fin mars 2022 sur l'ensemble des réseaux : à 42,9%, +0,5 point de pourcentage pour les Caisses régionales, à 27,4%, soit +0,9 point de pourcentage pour LCL, et à 17,3% pour CA Italia en intégrant la base de clientèle de Creval, soit +2,2 points de pourcentage. A signaler ce trimestre, la très bonne dynamique du chiffre d'affaires sur l'assurance récolte (+75% T1/T1), et le succès de la nouvelles offre Assurance habitation destinée aux jeunes locataires (+30% d'affaires nouvelles T1/T1, sur la cible de clients). Le ratio combiné s'établit à 97,0%, en amélioration de -0,7 point de pourcentage sur un an, en lien avec la sinistralité favorable sur le premier trimestre.

En prévoyance/emprunteur/collectives, le chiffre d'affaires du premier trimestre 2023 s'établit à 1,2 milliard d'euros en baisse de -10% par rapport au premier trimestre 2022 en lien avec la cession de La Médicale en 2022. A périmètre constant, le chiffre d'affaires est en progression de +6,3% ; le chiffre d'affaires augmente sur l'assurance emprunteurs grâce un effet favorable sur le stock²⁵.

La Gestion d'actifs (Amundi) affiche au premier trimestre 2023 un bon niveau de collecte en Retail (hors JV et Chine) et sur les JV en Inde et en Corée. La collecte globale est cependant affectée par des sorties sur des actifs institutionnels faiblement margés. Elle s'établit au total à -11,1 milliards d'euros au premier trimestre 2023.

²⁴ Périmètre : dommages France et international

²⁵ Impact en 2023 de la dynamique commerciale de 2022 sur les crédits

Les **encours gérés** atteignent 1 934 milliards d'euros à fin mars 2023, en hausse de +1,6% par rapport au 31 décembre 2022. Sur un an, les encours baissent de -4,3% par rapport au 31 mars 2022, en raison principalement d'un effet marché défavorable.

Le segment **Retail** a enregistré une activité satisfaisante, à +4,3 Mds€ hors la filiale chinoise Amundi BOC WM et hors JV. Comme en 2022, la collecte s'est faite essentiellement sur les actifs moyen long terme (+4,2 Mds€), portée par tous les canaux (Réseaux France, Réseaux internationaux et Distribution tiers), et grâce à la poursuite de la collecte sur des offres adaptées au contexte de marché (produits structurés et obligataires *Buy & Watch*).

Le segment des **Institutionnels** enregistre une décollecte de -11,7 milliards d'euros au premier trimestre 2023, qui se concentre sur quelques mandats assurantiels et institutionnels très peu margés, notamment un client souverain au Moyen-Orient sorti d'un mandat indiciel après une bonne performance.

Sur le trimestre, l'activité des **JV asiatiques** enregistre une décollecte de -0,8 milliard d'euros liée à un marché de la gestion en Chine en décollecte en actifs moyen-long terme, ainsi qu'à la poursuite de sorties d'institutionnels pour la JV chinoise ABC-CA. Hors celle-ci, la collecte des JV est très satisfaisante en Inde (+2,8 Md€) et en Corée (+1,6 Md€), pays qui continuent à bénéficier d'un très bon niveau d'activité, notamment en actifs Moyen Long Terme.

Amundi Technology poursuit son développement, par la conquête de 4 nouveaux clients sur le trimestre, dont 3 en Asie, et avec des revenus de 13 millions d'euros au premier trimestre, en augmentation de +35% par rapport au premier trimestre 2022.

En Gestion de fortune²⁶, les encours gérés s'établissent au total (CA Indosuez Wealth Management et Banque privée de LCL) à 198,3 milliards d'euros à fin mars 2023 (dont 133,1 milliards d'euros pour Indosuez Wealth Management), et sont en augmentation par rapport à fin décembre 2022 (+ 8,2 milliards d'euros, + 4,3%), en raison d'un effet marché favorable. La collecte est positive en gestion de fortune à +0,7 milliard d'euros, avec une activité commerciale soutenue sur les produits structurés chez Indosuez.

Résultats du pôle Gestion de l'épargne et Assurances

Les données 2023 du métier Assurances, et donc les données du Métier Gestion d'actifs et de l'Epargne, sont comparées à des données 2022 proforma IFRS17.

Au premier trimestre 2023 le pôle GEA réalise un **produit net bancaire** de 1 746 millions d'euros, en hausse de +11,3% par rapport au premier trimestre 2022. La hausse est expliquée par un très bon niveau de revenus en activités d'assurance et en gestion de fortune. Les charges hors FRU augmentent de +2,5%. Ainsi le coefficient d'exploitation hors FRU s'élève à 41,0 %, en baisse de -3,5 points de pourcentage par rapport au premier trimestre 2022. Le résultat brut d'exploitation s'établit à 1 024 millions d'euros, +18,6% par rapport au premier trimestre 2022. L'impôt s'établit à 232 millions d'euros, et est en hausse de +26,5%. Le **résultat net part du Groupe** du pôle GEA s'établit à 698 millions d'euros, en hausse de +20,7% par rapport au premier trimestre 2022. La baisse du résultat en gestion d'actifs (-5,9%), est plus que compensée par la hausse des résultats des métiers d'assurances (+32,5%) et de gestion de fortune (+69,7%).

Sur le premier trimestre 2023, le pôle GEA contribue à hauteur de 45% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) et à hauteur de 27 % aux revenus sous-jacents hors AHM.

Au 31 mars 2023, les fonds propres alloués au pôle s'élèvent à 12 milliards d'euros dont 10,3 milliards d'euros sur les Assurances, 1,2 milliard d'euros sur la Gestion d'actifs et 0,5 milliard d'euros sur la Gestion de fortune. Les emplois pondérés du pôle sont de 47,9 milliards d'euros dont 29,5 milliards d'euros sur les Assurances, 12,8 milliards d'euros sur la Gestion d'actifs et 5,6 milliards d'euros sur la Gestion de fortune.

Le **RoNE** (retour sur fonds propres alloués normalisés) **sous-jacent** du pôle s'établit quant à lui à 26,6% sur le premier trimestre 2023.

²⁶ LCL Banque Privée et Indosuez Wealth Management

Résultats Assurances

Comme annoncé au quatrième trimestre 2022, l'impact du passage à la norme IFRS17 pour le métier assurances à partir de 1^{er} janvier 2023 est limité sur le résultat. La baisse du coefficient d'exploitation annoncée dans le PMT 2025, i.e. inférieur à 15% pour Crédit Agricole Assurances, est confirmée.

Au premier trimestre 2023, le **produit net bancaire** des assurances atteint 711 millions d'euros, en hausse de +32,5% par rapport au premier trimestre 2022 (proforma du passage à la norme IFRS17), en raison d'un effet de base lié aux conditions de marché défavorables au premier trimestre 2022, d'une activité en hausse sur toutes les activités et particulièrement sur l'épargne en unités de compte. Le produit net bancaire est constitué ce trimestre à hauteur de 621 millions d'euros de relâchements structurels de CSM et de RA (soit 87% du total) et à hauteur de 83 millions d'euros de résultats d'assurance dommages²⁷ et de réassurance (soit 12% du total). Les charges hors FRU sont en hausse de +8,9%. Ces dernières correspondent uniquement aux charges dites « non attribuables ». L'assiette totale de charges augmente de +7% sur la période, dont 164 millions d'euros, attribuables, qui sont déduites du produit net bancaire, et 82 millions d'euros non attribuables. Cette augmentation est principalement liée à un effet inflation sur les charges de personnel et à la poursuite des investissements informatiques. Le **résultat brut d'exploitation** s'établit à 630 millions d'euros, en forte hausse de +36,3% par rapport au premier trimestre 2022. Le coefficient d'exploitation hors FRU s'établit à 11,5%, en baisse de -2,5 points de pourcentage par rapport à la même période en 2022 (proforma IFRS17), et est en ligne avec la cible définie dans le PMT après application de la réforme IFRS17, de 15%. Le niveau d'impôts s'établit à -138 millions d'euros, en forte hausse par rapport à -85 millions d'euros au premier trimestre 2022, dans un contexte de hausse des résultats et du taux (taux réduit au premier trimestre 2022). Ainsi, le **résultat net part du Groupe** s'établit à 474 millions d'euros, soit une hausse de +32,5% par rapport au premier trimestre 2022.

La « *Contractual service margin* », ou CSM²⁸ est en augmentation sur le premier trimestre grâce à un impact des affaires nouvelles supérieur au relâchement de CSM du trimestre, et grâce à l'effet positif du contexte de marché sur la valorisation du stock.

Les Assurances contribuent à hauteur de 31% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) à fin mars 2023 et de 11 % à leurs revenus sous-jacents.

Résultats Gestion d'actifs

Au premier trimestre 2023, le **produit net bancaire** atteint 773 millions d'euros. Il est stable par rapport au quatrième trimestre 2022, en baisse de -5,0% par rapport au premier trimestre 2022, en raison notamment d'un effet de base lié au niveau de commissions de surperformance de l'année dernière. Les commissions nettes de gestion résistent bien, en baisse de -3,9% par rapport au premier trimestre 2022, malgré une baisse des encours moyens de -5,9% sur la période. Les **charges** d'exploitation hors FRU s'élèvent à 430 millions d'euros, en baisse de -1,5%, grâce aux gains de productivité et aux synergies développées avec Lyxor Asset Management, et malgré la poursuite des investissements, l'impact d'un effet change défavorable et d'une inflation élevée. Ainsi, le **coefficient d'exploitation hors FRU** s'établit à 55,7%. Le **résultat brut d'exploitation** diminue de -8,8% par rapport au premier trimestre 2022. La contribution des sociétés mises en équivalence, reprenant la contribution des *joint-ventures* d'Amundi, s'établit à 22 millions d'euros, en hausse de +11,2% par rapport au premier trimestre 2022, et la charge d'impôt s'élève à -83 millions d'euros, en baisse de -10,1%. Au final, le **résultat net part du Groupe** diminue de -5,9%, à 187 millions d'euros.

La Gestion d'actifs contribue à hauteur de 12 % au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) à fin mars 2023 et 12 % de leurs revenus sous-jacents.

²⁷ « *Premium Allocation Approach* », hors résultat financier

²⁸ Les données de variation de CSM au premier trimestre sont calculées à partir d'un bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2023.

Au 31 mars 2023, les fonds propres alloués à la Gestion d'actifs s'élèvent à 1,2 milliard d'euros ; les emplois pondérés sont de 12,8 milliards d'euros.

Résultats Gestion de fortune²⁹

Le **produit net bancaire** de la gestion de fortune s'établit à 261 millions d'euros au premier trimestre 2023, en hausse de +19,7% par rapport au premier trimestre 2022, soutenu d'une part, par la dynamique commerciale et d'autre part, par la hausse des taux qui impacte très positivement la marge sur dépôts. Les **charges hors FRU** atteignent 203 millions d'euros, en hausse contenue de +9,3%, principalement du fait des revalorisations salariales dans un contexte d'inflation. Ainsi, l'**effet ciseaux** est très positif ce trimestre à +10,4 points de pourcentage et le **coefficient d'exploitation** diminue de -7,4 points de pourcentage sur une année pour s'établir à 77,8% au premier trimestre 2023. Le résultat brut d'exploitation, hors FRU, progresse de +88,6% à 55 millions d'euros, son plus haut niveau historique. Le **résultat net part du Groupe** atteint 37 millions d'euros, en hausse de +69,7% par rapport au premier trimestre 2022.

La Gestion de fortune contribue à hauteur de 2 % au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) à fin mars 2023 et 4 % de leurs revenus sous-jacents.

Au 31 mars 2023, les fonds propres alloués à la Gestion de fortune s'élèvent à 0,5 milliard d'euros ; les emplois pondérés sont de 5,6 milliards d'euros.

Activité du pôle Grandes clientèles

L'ensemble de la **Banque de financement et d'investissement (BFI)** affiche une performance record sur le premier trimestre 2023. Les **services financiers aux institutionnels** ont connu une activité soutenue sur la période, bénéficiant de l'environnement de taux.

Au premier trimestre, les revenus sous-jacents de la BFI sont en forte hausse à 1 723 millions d'euros, soit +20,9% par rapport au premier trimestre 2022. Cette croissance est portée par la très bonne performance de la banque de marché et d'investissement à 941 millions d'euros, soit +36,8% par rapport au premier trimestre 2022. Toutes les lignes produits ont réalisé une excellente activité commerciale. Les revenus sous-jacents de FICC sont notamment en progression de +41,8% sur la période, grâce à la reprise du marché crédit primaire et à la performance des produits de couverture. L'activité est soutenue en banque d'investissement. Les revenus sous-jacents de la banque de financement sont en hausse de +6,1% par rapport au premier trimestre 2022 et s'élèvent à 782 millions d'euros. Ceci s'explique notamment par l'excellente performance des financements structurés (+7,1% par rapport au premier trimestre 2022) en particulier sur le shipping, par la poursuite du développement de la banque commerciale portée par les activités d'*International Trade & Transaction Banking* (notamment le *cash management*), et par le développement des activités *Telecom en Corporate Leveraged Finance*. Notons également le ralentissement du *leveraged finance*.

La banque de financement confirme ainsi son positionnement de leader sur les crédits syndiqués (#1 en France³⁰ et #1 en EMEA³⁰) et se positionne #5 sur les crédits financement projets monde³⁰. CACIB réaffirme sa **position de leader** sur les émissions obligataires en maintenant sa position de #3 All bonds in EUR Worldwide³⁰. CACIB affiche la position de #4 Green, Social & Sustainable bonds en EUR³¹. La VaR réglementaire moyenne s'établit à 15,9 millions d'euros sur le premier trimestre 2023 en baisse par rapport au quatrième trimestre 2022 (19,1 millions d'euros) reflétant la baisse des niveaux de volatilité des marchés depuis la fin de l'année 2022, et contre 8,7 millions d'euros au premier trimestre 2022, la volatilité ayant fortement augmenté suite au démarrage de la guerre en Ukraine. Pour rappel, au quatrième trimestre 2022 a été annoncée la poursuite des opérations de structure dans les **services financiers aux institutionnels** (CACEIS) avec deux opérations. Premièrement, la signature d'un accord contraignant (SPA) pour l'acquisition par CACEIS des activités de services aux investisseurs de RBC en Europe. L'opération aura un impact

²⁹ Périmètre Indosuez Wealth Management

³⁰ Refinitiv

³¹ Bloomberg

négalatif inférieur à -10 points de base sur le CET1 de Crédit Agricole S.A. et du Groupe Crédit Agricole³² au moment du closing, prévu au troisième trimestre 2023. Deuxièmement, depuis le 1^{er} janvier 2023, Uptevia, joint-venture à 50/50 regroupant les métiers de services aux émetteurs³³ de CACEIS et BNP Paribas a été créée. Cette nouvelle structure est consolidée en mise en équivalence à partir du premier trimestre 2023.

Au premier trimestre 2023, le dynamisme de l'activité client et la hausse des marchés permettent aux encours de confirmer leur reprise. Les **encours conservés** affichent ainsi une hausse de +2,7% à fin mars 2023 par rapport à fin décembre 2022 (baisse de -3,4% par rapport à fin mars 2022) pour atteindre 4 201 milliards d'euros. Les **encours administrés** sont quant à eux en hausse de +3,0% sur le trimestre (-3,2% sur un an), atteignant 2 216 milliards d'euros à fin mars 2023.

Résultats pôle Grandes clientèles

Au **premier trimestre 2023**, le **produit net bancaire** publié du pôle Grandes clientèles atteint 2 051 millions d'euros, en hausse de +19,1% par rapport au premier trimestre 2022, soutenu par une excellente performance, aussi bien des métiers de la banque de financement et d'investissement que des services financiers aux institutionnels. Les éléments spécifiques du trimestre du pôle ont un impact de -32 millions d'euros dans la banque de financement et se composent du DVA (la partie *spread* émetteur de la FVA, et le *secured lending*) pour -8 millions d'euros, ainsi que de la couverture des portefeuilles de prêts pour -24 millions d'euros. Les **charges d'exploitation hors FRU** sont en hausse par rapport au premier trimestre 2022 (+15,9%), notamment en lien avec l'effet de l'inflation sur la masse salariale et avec les investissements IT accompagnant le développement. Le **FRU** est en baisse significative de -28,9% sur la période. L'effet ciseaux hors FRU reste largement favorable sur le pôle à +3,2 pp. Ainsi le **résultat brut d'exploitation** du pôle est en forte croissance et double quasiment sa performance par rapport au premier trimestre 2022 à 616 millions d'euros. Le pôle enregistre une dotation nette globale du coût du risque de -36 millions d'euros au premier trimestre 2023, à comparer à une dotation de -278 millions d'euros au premier trimestre 2022, incluant -22 millions d'euros de provisions liées à la guerre en Ukraine. Le résultat avant impôts publié s'élève à 589 millions d'euros, en forte croissance (x15,4) sur la période. La charge d'impôt s'élève à -183 millions d'euros. Enfin, le **résultat net part du Groupe** publié atteint 376 millions d'euros au premier trimestre 2023, à comparer avec un résultat publié de -43 millions d'euros au premier trimestre 2022. Le RNPG sous-jacent s'élève à 399 millions d'euros au premier trimestre 2023, contre -33 millions d'euros au premier trimestre 2022.

Le pôle contribue à hauteur de 26% au **résultat net part du Groupe sous-jacent** des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) à fin mars 2023 et de 33% aux **revenus sous-jacents** hors AHM.

Au 31 mars 2023, les **fonds propres alloués** au pôle s'élèvent à 12,6 milliards d'euros et les **emplois pondérés** du pôle sont de 132,9 milliards d'euros.

Le **RoNE** (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent du pôle s'établit quant à lui à 18,2% à fin mars 2023.

Résultats Banque de financement et d'investissement

Au **premier trimestre 2023** le **produit net bancaire** publié de la Banque de financement et d'investissement affiche une performance record à 1 691 millions d'euros en hausse de +19,9% par rapport au premier trimestre 2022, porté par une très bonne performance dans tous ses métiers. Après retraitement des éléments spécifiques (DVA -la partie *spread* émetteur de la FVA et le *secured lending*- pour -8 millions d'euros, ainsi que la couverture des portefeuilles de prêts pour -24 millions d'euros), le produit net bancaire sous-jacent s'élève à 1 723 millions d'euros, en hausse de +20,9% par rapport au premier trimestre 2022. Les **charges d'exploitation hors FRU** enregistrent une hausse de +19,0% pour s'établir à -884 millions d'euros, notamment sur les frais de personnel (recrutements en 2022 et ajustement des rémunérations variables lié au très bon niveau activité) et l'IT pour accompagner le développement. Le FRU est en baisse de -29,6% sur la période. L'effet ciseaux hors FRU est

³² Estimé sur les chiffres au 30 juin 2022

³³ Prestation opérationnelle de tenue des registres, d'organisation d'Assemblées générales et autres services aux émetteurs en France

positif et s'élève à +0,9 point de pourcentage sur la période. Le **résultat brut d'exploitation hors FRU est en nette hausse de +20,9% par rapport au premier trimestre 2022** et s'établit ainsi à un haut niveau à 807 millions d'euros. Le coefficient d'exploitation hors FRU atteint 52,3%, en amélioration de +0,4 point de pourcentage sur la période. Le **coût du risque** enregistre une dotation nette de -36 millions d'euros, à comparer avec une dotation de -279 millions d'euros au premier trimestre 2022, qui intégrait des dotations liées à la guerre en Ukraine pour -389 millions d'euros. Enfin, le **résultat avant impôt** du premier trimestre 2023 s'élève à 502 millions d'euros, à comparer à 6 millions d'euros au premier trimestre 2022. La charge d'impôt atteint -162 millions d'euros. Au final, le **résultat net part du Groupe** publié s'établit à un niveau record à 332 millions d'euros sur le premier trimestre 2023.

Les **emplois pondérés à fin mars 2023** sont en forte baisse de -6,7 milliards d'euros par rapport à fin décembre 2022 à 123,5 milliards d'euros. Cette variation s'explique principalement par la baisse des RWA de marché (évolution favorable de la VaR et de la SVaR notamment), par des RWA de la banque de financement en recul ponctuel, et à des effets ratings et change favorables.

Résultats Services financiers aux institutionnels

Au premier trimestre 2023, le **produit net bancaire** des services financiers aux institutionnels enregistre une nette hausse de +15,4% par rapport au premier trimestre 2022 (+17,7% en retraitant Uptevia qui contribuait pour 6 millions d'euros au premier trimestre 2022) et s'établit à 360 millions d'euros. Cette progression est essentiellement liée à la bonne performance de la marge nette d'intérêt, qui double sur la période, en lien avec une activité de trésorerie qui bénéficie du retour des taux positifs et compense les effets marchés négatifs sur les encours. Les **charges d'exploitation** hors FRU sont en hausse de +5,5% à -237 millions d'euros (+8,6% en retraitant Uptevia qui contribuait pour -6 millions d'euros au premier trimestre 2022). Elles reflètent l'impact de l'inflation sur la masse salariale et intègrent -3 millions de frais d'intégration au titre de l'acquisition de RBC SS Europe. Le **résultat brut d'exploitation** affiche ainsi une forte progression et s'établit à 79 millions d'euros (x2,7) au premier trimestre 2023. Le trimestre enregistre également 4 millions d'euros en résultat sur les sociétés mises en équivalence. Ce dernier résulte d'une bonne performance des entités latino-américaines et intègre à présent la contribution d'Uptevia. Le **résultat net** atteint ainsi 66 millions d'euros, il triple par rapport au premier trimestre 2022. Après partage avec les minoritaires pour 21 millions d'euros, la contribution du métier au **résultat net part du Groupe** s'élève à 44 millions d'euros au premier trimestre 2023, également triplé sur un an.

Activité Services financiers spécialisés

Au **premier trimestre 2023**, la **production commerciale** de Crédit Agricole Consumer Finance (CACF) reste dynamique à 13 milliards d'euros, soit +15,8% par rapport au premier trimestre 2022, portée par une activité très dynamique dans le canal Automobiles (+38,5%). Fin mars 2023, les encours totaux de CACF s'établissent ainsi à 105,5 milliards d'euros soit +12,3 % par rapport à fin mars 2022.

La **production commerciale en affacturage** de Crédit Agricole Leasing & Factoring (CAL&F) est également soutenue sur le premier trimestre 2023, en hausse de +5,8% par rapport au premier trimestre 2022. Le chiffre d'affaires factoré du trimestre est en forte progression à 29,3 milliards d'euros, en augmentation de +11,9%, sous l'effet notamment de la montée en puissance de la plate-forme paneuropéenne. Enfin, la quotité financée progresse également sur le premier trimestre à 68,8% (+8,8 points par rapport au premier trimestre 2022). A l'inverse, la **production de crédit-bail** diminue sur le premier trimestre 2023 de -18,3% en raison d'un effet base, le premier trimestre 2022 ayant enregistré le démarrage de plusieurs opérations d'envergure. Toutefois, les encours de leasing progressent et atteignent 17,8 milliards d'euros à fin mars 2023 (dont 14,4 milliards d'euros en France et 3,4 milliards d'euros à l'international) soit +7,5% comparé à fin mars 2022.

L'activité du pôle a été marquée depuis le début de l'année par la poursuite de la mise en place de l'accord entre CACF et Stellantis qui sera effectif à compter du deuxième trimestre 2023 et se matérialisant par la finalisation de la création de la joint-venture Leasys détenue à 50/50 avec Stellantis et leader de la location longue durée en Europe; et la reprise à 100% de CA Auto Bank (anciennement FCA Bank) et Drivalia (location automobile, autopartage). S'ajoute à cela, l'annonce par CACF de son intention d'acquérir avec Stellantis les activités d'ALD

et LeasePlan dans six pays européens représentant une flotte totale de plus de 100 000 véhicules (dont 30 000 véhicules repris par Leasys et 70 000 par CA Auto Bank) et un total d'encours d'environ 1,7 milliard d'euros³⁴.

Résultat services financiers spécialisés

Le produit net bancaire des services financiers spécialisés s'élève à 672 millions d'euros au premier trimestre 2023, en diminution de -2,3% par rapport au premier trimestre 2022. Ceci résulte d'une baisse des revenus chez CACF et CAL&F dans les activités de crédit à la consommation et de crédit-bail dans un contexte de poursuite de la contraction des marges, malgré, chez CACF, la production de crédits en hausse, et, chez CALF, la hausse du chiffre d'affaires factoré. Les charges hors FRU s'élèvent à -371 millions d'euros, en légère hausse de +1,2%. Le **résultat brut d'exploitation** diminue ainsi par rapport au premier trimestre 2022 de -5,7% et le **coefficient d'exploitation** hors FRU enregistre une hausse modérée à 55,2% (+1,9 point de pourcentage). Le **coût du risque** est en hausse de +9% par rapport au quatrième trimestre 2022, mais reste contenu. Le résultat net part du groupe atteint 127 millions d'euros, en baisse de -22,3%.

Le pôle contribue à hauteur de 8% au **résultat net part du Groupe sous-jacent** des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) au premier trimestre 2023 et de 10% aux **revenus sous-jacents** hors AHM.

Au 31 mars 2023, les **fonds propres alloués** au pôle s'élèvent à 5,7 milliards d'euros et les **emplois pondérés** du pôle sont de 60,5 milliards d'euros.

Le **RoNE** (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent du pôle s'établit quant à lui à 10,8% au premier trimestre 2023.

Résultats Crédit à la consommation

Le produit net bancaire sous-jacent de CACF atteint 510 millions d'euros au premier trimestre 2023, en diminution par rapport au premier trimestre 2022 (-3,3%), dans un contexte de poursuite de la contraction des marges (hausse progressive des taux clients, mais poursuite de la hausse du coût de refinancement), malgré la hausse de la production. Les charges hors FRU sont stables par rapport au premier trimestre 2022 à 277 millions d'euros. Le résultat brut d'exploitation s'établit ainsi à 217 millions d'euros, en baisse de -6,9%, et le coefficient d'exploitation hors FRU s'élève à 54,3%, en hausse modérée de +1,8 point de pourcentage par rapport au premier trimestre 2022. Le coût du risque sous-jacent augmente de +25,3% à -147 millions d'euros, du fait principalement de passages en pertes sur le trimestre, mais avec en parallèle la poursuite de la mise en place de mesures de resserrement d'octroi, notamment en France et en Italie. Le coût du risque sur encours s'établit ainsi à 145 points de base³⁵ sur le trimestre. Le taux de créances douteuses et litigieuses atteint 4,9%, en diminution de -0,1 point par rapport à fin décembre 2022 et le taux de couverture atteint 85% en baisse de -1,3 point de pourcentage par rapport à fin décembre 2022. La contribution des sociétés mises en équivalence atteint 74 millions d'euros (-7,5%), en baisse sous l'effet d'une moindre contribution de GAC Sofinco avec un effet change défavorable euro/yuan. La charge d'impôts s'élève à -22 millions d'euros au premier trimestre 2023, en baisse de -42,8%. Le résultat net part du Groupe atteint 97 millions d'euros au premier trimestre 2023, en baisse de -27,0%.

Résultats Leasing & Affacturage

Le **produit net bancaire** atteint 162 millions d'euros, stables (+0,9%) par rapport au premier trimestre 2022 sous l'effet de la hausse du chiffre d'affaires factoré malgré une hausse du coût de refinancement sur le crédit-bail. Les charges hors FRU sont en hausse modérée de +4 millions d'euros (+4,8%), augmentation principalement concentrée sur l'international avec une hausse des salaires en Pologne et la montée en puissance de l'activité de leasing en Allemagne. Le **coefficient d'exploitation hors FRU** est à 57,9%, en hausse de +2,2 points de pourcentage par rapport au premier trimestre 2022. Le **résultat brut d'exploitation** atteint 53 millions d'euros,

³⁴ La réalisation de l'opération attendue courant 2023 est soumise aux conditions suspensives habituelles en la matière, en particulier la réalisation de l'acquisition de LeasePlan par ALD et l'obtention des approbations réglementaires applicables

³⁵ Coût du risque en trimestre annualisé. Le coût du risque des quatre derniers trimestres, rapporté à la moyenne des encours de début de période des quatre derniers trimestres s'élève à 132 points de base au premier trimestre 2023. Après intégration du coût du risque des JV automobiles, le coût du risque s'établit à environ 120 points de base sur le trimestre

stable par rapport au premier trimestre 2022 (-0,4%). Le **coût du risque** reste à un niveau faible à 12 millions d'euros et le **résultat net part du Groupe** s'établit à 30 millions d'euros, en légère baisse de 1 million d'euros par rapport au premier trimestre 2022 (-2,1%).

Activité de la Banque de proximité Crédit Agricole S.A.

En **Banques de proximité** chez Crédit Agricole S.A. ce trimestre, la production de crédits marque le pas, dans un contexte de hausse des taux, mais la conquête reste soutenue, et l'équipement des clients en assurances est dynamique.

Sur le premier trimestre 2023, la conquête brute s'établit à 100 200 nouveaux clients et la conquête nette à 23 300 clients. Le taux d'équipement en assurances automobile, MRH, santé, juridique, tous mobiles/portables ou GAV progresse de +0,9 point de pourcentage par rapport au premier trimestre 2022 pour s'établir à 27,4% à fin mars 2023.

Dans un contexte de remontée des taux clients, la production de crédits au premier trimestre 2023 s'élève à 7,2 milliard d'euros, en baisse de (-24,3%³⁶) par rapport à celle du premier trimestre 2022. La production est en hausse sur le marché des professionnels (+6,2%), mais en baisse sur les autres marchés : -48,9% sur le marché entreprise, -22,0% sur l'habitat dans un contexte de ralentissement du marché français (-37,5% sur la production habitat selon la Banque de France T1-2023 / T1-2022) et d'une hausse de +51 points de base du taux à la production des prêts habitats entre le premier trimestre 2023 et le quatrième trimestre 2022 chez LCL. Le taux à la signature s'établit à 3,5% (semaine du 17 au 21 avril 2023).

Les encours de crédit atteignent 165,6 milliards d'euros à fin mars 2023 en hausse de +8,2% par rapport à fin mars 2022, dont +8,5% sur les crédits habitats, +8,0% sur les crédits aux professionnels, +8,6% sur les crédits aux entreprises et +2,9% sur les crédits à la consommation. Les encours de collecte, qui s'établissent à 241,0 milliards d'euros à fin mars 2023, sont également en hausse, de +4,1% par rapport à fin mars 2022, portés par la collecte bilan (+6,6%) en lien avec la progression des comptes à terme et des livrets, l'épargne hors bilan étant stable (-0,1%).

LCL se distingue à nouveau, en prenant la 1^{ère} place de son secteur du Baromètre de la Reconnaissance Client (BRC) de l'agence Isoskele en 2023, avec une note globale de 6,7/10. LCL est en progression sur l'ensemble des critères, avec notamment des performances sur la personnalisation et l'interaction. Cette récompense met en lumière le lien solide qu'entretient LCL avec sa clientèle, dans un objectif de satisfaction clients maximale.

L'activité de **CA Italia** a été soutenue au premier trimestre 2023 et a bénéficié de la diversification des activités du Groupe en Italie. La conquête brute sur les trois premiers mois de l'année 2023 atteint 39 000 nouveaux clients, et le fonds de commerce augmente d'environ 5 000 clients. Les encours de crédit de CA Italia à fin mars 2023 s'établissent à 59,2³⁷ milliards d'euros, en hausse de +1% par rapport à fin mars 2022. La production de crédits est en recul de -11,4% par rapport au premier trimestre 2022, mais en hausse de +25,7% sur les entreprises et professionnels (hors Ecobonus et PGE)³⁸. La production de crédits habitat baisse de -21,3%, dans un marché immobilier baissier en Italie³⁹. Cependant, le taux à la production sur le crédit habitat est en hausse de +99 points de base et +47 points de base sur le stock par rapport au quatrième trimestre 2022. La production du crédit à la consommation⁴⁰ est en baisse de -7,5% par rapport au premier trimestre 2022, mais en hausse de +7,1% par rapport au quatrième trimestre 2023. Les encours de collecte à fin mars 2023 s'élèvent à 111,3 milliards d'euros, en baisse de -2,0% par rapport à fin mars 2022 en raison d'un impact marché défavorable sur la collecte hors bilan. La collecte bilan reste stable, tirée par la collecte positive des dépôts à terme des entreprises, compensant la décollecte sur les dépôts à vue des particuliers.

³⁶ Hors PGE et Ecobonus

³⁷ Net des encours POCI

³⁸ Les « Ecobonus » correspondent à des refinancements de crédit d'impôt clientèle : déduction fiscale Italienne pour les travaux de rénovation, d'efficacité énergétique et de sécurisation des bâtiments lancée en 2021.

³⁹ Source Assofin: -34% de la production crédit habitat T1/T1

⁴⁰ Agos

Le taux d'équipement en assurances automobile, MRH, santé, juridique, tous mobiles/portables ou GAV est en hausse chez CA Italia à 17,3% y compris Creval. par rapport à 16,8% au quatrième trimestre 2023.

Pour les Banques de proximité à l'international hors Italie, les encours de crédit sont en baisse de -47,8% à fin mars 2023 par rapport à fin mars 2022 et les encours de collecte sont en baisse de -39,8% sur la même période.

Hors entités cédées⁴¹ et hors Ukraine, c'est-à-dire en Pologne et en Egypte, la croissance des encours de crédit atteint +8,1% à change constant (-3,6% à change courant) et celle des encours de collecte atteint +12,7% à change constant (-1,1% à change courant) sur la même période. En particulier en Pologne, les encours de crédit augmentent de +7,2% par rapport au mars 2022 (+6,2% à change constant) et la collecte de +6,5% sur la même période (+5,5% à change constant). Par ailleurs, la production de crédit en Pologne reste dynamique (+10% par rapport au premier trimestre 2022 à change constant). Par ailleurs, Pologne a enregistré une hausse de + 90 000 de nouveaux clients au premier trimestre 2023 (environ +62 000 de fonds de commerce). En Egypte, les encours de crédit sont impactés par la poursuite de la dévaluation de la livre égyptienne et diminuent de -31,9% entre fin mars 2023 et fin mars 2022 (+12,5% à change constant) et la collecte de -16,1% sur la même période (+38,6% à change constant). L'excédent net de collecte sur les crédits de la Pologne et de l'Egypte s'élève à 2,0 milliards d'euros au 31 mars 2023, et atteint 3,3 milliards d'euros en incluant l'Ukraine.

Dans son ensemble, au 31 mars 2023, le pôle Banque de proximité contribue à hauteur de 21% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) et de 30% aux revenus sous-jacents hors AHM.

Au 31 mars 2023, les fonds propres alloués au pôle s'élèvent à 9,3 milliards d'euros dont 4,9 milliards d'euros sur la Banque de proximité en France, 4,4 milliards d'euros sur la Banque de proximité à l'international. Les emplois pondérés du pôle sont de 97,8 milliards d'euros dont 51,7 milliards d'euros sur la Banque de proximité en France et 46,1 milliards d'euros sur la Banque de proximité à l'international.

Résultats Banque de proximité en France

Au premier trimestre 2023, le produit net bancaire de LCL est en baisse de -5,0% par rapport au premier trimestre 2022, et atteint 936 millions d'euros. La baisse de la marge nette d'intérêt (-14,5%) est liée à l'augmentation du coût des ressources clients et du refinancement, malgré le repricing progressif des taux des crédits à l'actif, dans un contexte où le taux de l'usure est actualisé par la Banque de France à une fréquence mensuelle (à titre dérogatoire pour une durée de six mois). Les commissions progressent par ailleurs sensiblement (+6,0%) portée par la croissance des commissions de moyens de paiement et l'assurance dommages. La contribution au FRU s'élève à -50 millions d'euros, en baisse de -24,2%. Les charges hors FRU sont maîtrisées et s'établissent à -599 millions d'euros, en légère hausse (+0,6%). Le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU augmente de 3,6 points de pourcentage, à 64,0% et demeure à un niveau bas. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent est ainsi en baisse de -11,5%, à 287 millions d'euros.

Le coût du risque poursuit sa normalisation, en hausse de +7,3% à -66 millions d'euros (dont -16 millions d'euros sur le coût du risque sur encours sains, - 48 millions d'euros sur le risque avéré, et - 2 millions d'euros de risques autres). Le taux de couverture s'établit à 67,8% à fin mars, en hausse de +1,6 point de pourcentage ce trimestre par rapport à fin décembre 2022. Le taux de créances douteuses atteint 1,7% à fin mars 2023, stable par rapport à fin décembre 2022.

Au final, le résultat net part du Groupe diminue de -17,1% par rapport au premier trimestre 2022.

Au final, le métier contribue à hauteur de 10% au **résultat net part du Groupe sous-jacent** des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) au premier trimestre 2023 et de 15% aux **revenus sous-jacents** hors AHM.

Au 31 mars 2023, les **fonds propres alloués** au métier s'élèvent à 4,9 milliards d'euros et les **emplois pondérés** du pôle sont de 51,7 milliards d'euros. Le RoNE (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent de LCL

⁴¹ Entités cédées: Serbie classée en IFRS 5 depuis le deuxième trimestre 2021 (cession effective le 1er avril 2022) et Crédit du Maroc classé en IFRS 5 depuis le premier trimestre 2022 et cession du contrôle au quatrième trimestre 2022.

s'établit quant à lui à 15,7% au premier trimestre 2023.

Résultats Banque de proximité à l'international

Sur le périmètre de la Banque de proximité à l'international, suite à l'acquisition de Credito Valtellinese par CA Italia, Creval est consolidé depuis le 30 avril 2021 ; le contrôle de Crédit du Maroc a été cédé au quatrième trimestre 2022 (cession de 63,7%), après passage en IFRS 5 au premier trimestre 2022, la participation résiduelle de 15% devra être cédée sous 18 mois; enfin, Crédit Agricole Serbie a été cédé le 1^{er} avril 2022. Les résultats de ces deux dernières entités sont comptabilisés en 2022 en IFRS 5, impactant toutes les lignes de résultats de la Banque de proximité à l'international hors Italie, en vision trimestrielle et en vision cumulée.

Par ailleurs, dans un contexte de poursuite du conflit en Ukraine, l'activité commerciale reste fortement pénalisée et le fonctionnement de Crédit Agricole Ukraine diminué.

Les données ci-après du **premier trimestre 2023 pour le pôle Banque de proximité à l'international** sont donc présentées à **périmètre constant**⁴², c'est-à-dire hors **Crédit Agricole Serbie** et **Crédit du Maroc**, et en excluant **Crédit Agricole Ukraine**. Ce périmètre correspond à la **vision cumulée de Crédit Agricole Italia, Crédit Agricole Egypt et Crédit Agricole Bank Polska**. Les revenus s'établissent à 919 millions d'euros, en hausse de +22,4% (+26,5% à change constant) par rapport au premier trimestre 2022, grâce à l'effet favorable de la hausse des taux des crédits à la production sur la marge nette d'intérêt. Les charges augmentent de +1,9% (+4,0% à change constant), notamment sous l'effet de l'inflation sur la masse salariale ainsi que les dépenses IT et marketing. Le résultat brut d'exploitation s'établit à 408 millions d'euros, en hausse de +63,2% (+73,1% à change constant) par rapport au premier trimestre 2022. Le coût du risque est de -81 millions d'euros, en dotation de -23 millions d'euros par rapport au -58 millions d'euros au premier trimestre 2022, lié à la poursuite du provisionnement prudent en Italie ainsi qu'à la hausse du provisionnement des prêts CHF en Pologne.

Au final, le résultat net part du Groupe en CA Italia, CA Egypt et CA Pologne s'élève à 173 millions d'euros au premier trimestre 2023, en hausse de +76,9% (+88,2% à court constant).

Au premier trimestre 2023, la Banque de Proximité à l'International contribue à hauteur de 11% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors AHM) et de 15% à leurs revenus sous-jacents hors AHM.

Au 31 mars 2023, le capital alloué au pôle Banque de Proximité à l'International s'élève à 4,4 milliards d'euros et les emplois pondérés sont de 46,1 milliards d'euros.

Résultats Italie

Au premier trimestre 2023, les revenus de **Crédit Agricole Italia** s'établissent à 761 millions d'euros, en hausse de +22,9% par rapport au premier trimestre 2022. La hausse des taux bénéficie à la marge nette d'intérêt via la hausse des taux à la production de crédits, qui augmentent de 98 points de base entre le premier trimestre 2023 et quatrième trimestre 2022, mais aussi via la revalorisation du taux sur le stock de crédits à l'actif, de + 69 points de base entre le quatrième trimestre et le premier trimestre 2023. Les charges d'exploitation hors FRU s'élèvent à -372 millions d'euros. Elles sont stable (-1,1%) par rapport au premier trimestre 2022⁴³, grâce à la maîtrise des dépenses informatiques et marketing ainsi qu'à la poursuite des synergies de coûts d'intégration de Creval qui représentent environ 8 millions d'euros au premier trimestre 2023. L'efficacité opérationnelle de CA Italia permet de dégager un effet ciseaux positif de +22 points de pourcentage ce trimestre par rapport au premier trimestre

⁴² **Hors retraitement de périmètre, au premier trimestre 2023 par rapport au premier trimestre 2022 :** le produit net bancaire de la Banque de Proximité à l'International atteint 969 millions d'euros, en hausse de +23%. Les charges hors FRU s'établissent à -484 millions d'euros, stables par rapport au premier trimestre 2022. La contribution au FRU est de -40 millions d'euros, en hausse de +34,7%. En conséquence, le résultat brut d'exploitation s'établit à +445 millions d'euros, soit une hausse de +64,8 %. Le coefficient d'exploitation hors FRU, s'établit à 49,9%, en baisse de 12 points de pourcentage. Le coût du risque atteint -114 millions d'euros, en baisse de -58,2% (provisionnement sur l'Ukraine retraitée en vision sous-jacente au premier trimestre 2022). Les impôts s'élèvent à -98 millions d'euros, en hausse de +70,9%. Au final, le résultat net part du Groupe atteint 178 millions d'euros, par rapport au -100 millions d'euros au premier trimestre 2022.

⁴³ Les charges du T1-22 ont été impactées par un retraitement en éléments spécifiques de 8 M€ lié au coûts d'intégration Creval. Hors ce retraitement, les charges sont en légères hausse de +1% T1/T1

2022 (retraité des coûts d'intégration de Creval au premier trimestre 2022). Au final, le résultat brut d'exploitation augmente de +63,6% par rapport au premier trimestre 2022.

Le coût du risque sous-jacent s'élève à -61 millions au premier trimestre 2023, en hausse de +34,4% par rapport au premier trimestre 2022, dont -48 millions au titre du risque avéré, et -11 millions au titre du provisionnement pour encours sains. Le coût du risque sur encours⁴⁴ est à 54 points de base, en hausse de 3 points de base par rapport au quatrième trimestre 2022. Le taux de créances douteuses est stable par rapport au quatrième trimestre 2022 et s'établit à 3,7% et le taux de couverture à 66,8% (+2,2 points de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2022). Le résultat net part du Groupe sous-jacent de CA Italia s'établit ainsi à 160 millions d'euros en hausse de +75,0% par rapport au premier trimestre 2022.

Le RoNE (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent de CA Italia s'établit à 24,4% au 31 mars 2023.

Résultats Banque de proximité à l'international - hors Italie

Sur le périmètre de la Banque de proximité à l'international hors Italie, Crédit du Maroc est passé en IFRS 5 au premier trimestre 2022 et le contrôle a été cédé au quatrième trimestre 2022, et Crédit Agricole Serbie a été cédé au 1^{er} avril 2022. Les résultats de ces deux entités sont comptabilisés en IFRS 5, impactant toutes les lignes de résultats de la Banque de proximité à l'international hors Italie, en vision trimestrielle.

Dans un contexte de poursuite du conflit en Ukraine, l'activité commerciale reste fortement pénalisée et le fonctionnement de Crédit Agricole Ukraine diminué. Au premier trimestre 2023, le provisionnement est maintenu prudent et le résultat est limité (le coût du risque du premier trimestre 2023 s'élève à -33 millions d'euros).

Les données ci-après du **premier trimestre 2023 pour la Banque de proximité hors Italie** sont donc présentées à **périmètre constant**⁴⁵, c'est-à-dire hors Crédit Agricole Serbie et Crédit du Maroc, et en excluant Crédit Agricole Ukraine. Ce périmètre correspond à la **vision cumulée de Crédit Agricole Egypt et de Crédit Agricole Bank Polska**. Les revenus s'établissent à 158 millions d'euros au premier trimestre 2023 et augmentent de +19,7% (+46,9% à change constant) par rapport au premier trimestre 2022 grâce à la progression de la marge nette d'intérêts. Les charges d'exploitation⁴⁶ augmentent de +3,8% (+16% à change constant), sous l'effet de l'impact de l'inflation en Pologne et en Egypte sur la masse salariale et des dépenses IT. Le résultat brut d'exploitation s'établit à 59 millions d'euros, en hausse de +60,7 (+164,2% à change constant) par rapport au premier trimestre 2022. Le coût du risque atteint -20 millions d'euros, en dégradation de -60,6%, tenant compte d'un provisionnement des prêts CHF en Pologne, portant le taux de provisionnement des créances en Pologne au-dessus de 55%. Au final, la contribution de **Crédit Agricole Egypt et CA Bank Polska** au résultat net part du Groupe est en hausse de +102,2% (> 200% à change constant).

Le RoNE (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent des Autres BPI (hors CA Italia) s'établit à 17,4% au 31 mars 2023, contre 9,1% au 31 mars 2022.

Résultat Activités hors métiers

L'effet lié aux « marges internes » au moment de la consolidation de l'activité assurances au niveau de Crédit Agricole a été comptabilisé dans le pôle Activités Hors Métiers, et a d'ailleurs contribué à réduire davantage le coefficient d'exploitation de Crédit Agricole S.A. L'impact des marges internes est de -190 millions d'euros en revenus et de + 190 millions d'euros en charges.

Le résultat net part du Groupe sous-jacent des activités hors métiers s'établit à -305 millions au premier trimestre 2023 en baisse de -94 millions d'euros par rapport au premier trimestre 2022. La contribution négative du pôle

⁴⁴ Sur quatre trimestres glissants

⁴⁵ Hors **retraitement de périmètre**, au **premier trimestre 2023 par rapport au premier trimestre 2022** : le produit net bancaire sous-jacent de la **Banque de proximité hors Italie** atteint 208 millions d'euros, en hausse de +24,2%. Les charges sont stables à -112 millions d'euros. Le résultat brut d'exploitation s'élève à 96 millions d'euros, en hausse de +69,3%. Le coefficient d'exploitation s'établit à 62,5%, en baisse de 9,6 points de pourcentage. Le coût du risque s'établit à -53 millions d'euros par rapport au -227 millions d'euros au premier trimestre 2022 qui a été impacté par le provisionnement sur l'Ukraine de -195 millions d'euros au premier trimestre 2022. Les impôts sous-jacents s'élèvent à -14 millions d'euros, en hausse de 57% par rapport au premier trimestre 2022. Les gains ou pertes sur activités arrêtées s'élèvent à 1,7 millions d'euros (+29,4% par rapport au premier trimestre 2022). Au final, le résultat net part du Groupe atteint 18 millions d'euros, baisse de -109,5% par rapport au premier trimestre 2022.

⁴⁶ Intégrant les frais de siège

Activités hors métiers s'analyse en distinguant la contribution « structurelle » (-375 millions d'euros) des autres éléments (70 millions d'euros).

La contribution de la composante « structurelle » est en baisse de -87 millions d'euros par rapport au premier trimestre 2022 et se décompose en trois types d'activités :

- Les activités et fonctions d'organe central de Crédit Agricole S.A. entité sociale. Cette contribution atteint -382 millions d'euros au premier trimestre 2023, en baisse de -91 millions d'euros, intégrant une baisse des revenus liée principalement à un effet de base sur le TLTRO (avec une surbonification au T1-2022 qui s'élevait à 112 millions d'euros) et sur la provision épargne logement.
- Les métiers non rattachés aux pôles métiers, comme CACIF (*Private equity*), CA Immobilier et BforBank intégré en mise en équivalence. Leur contribution, à +5 millions d'euros au premier trimestre 2023, est en hausse de +6 millions d'euros par rapport au premier trimestre 2022
- Les activités support du Groupe. Leur contribution s'élève à +2 millions d'euros ce trimestre (-1 million d'euros par rapport au premier trimestre 2022).

La contribution des « autres éléments » est en baisse de -7 millions d'euros par rapport au premier trimestre 2022, liée notamment à l'arrêt en IFRS 17 de l'élimination des titres intragroupes souscrits par Predica et par une moindre remontée de dividendes des filiales.

Au 31 mars 2023, les emplois pondérés sont de 28,9 milliards d'euros.

Solidité financière

Groupe Crédit Agricole

Au 31 mars 2023, le **ratio Common Equity Tier 1 (CET1) phasé** du groupe Crédit Agricole s'établit à 17,6% en vision phasée, stable par rapport à fin décembre 2022 ⁴⁷. Ainsi, le Groupe Crédit Agricole affiche un coussin substantiel de 8,7 points de pourcentage entre le niveau de son ratio CET1 et l'exigence SREP⁴⁸ fixée à 8,9% et affiche l'écart au SREP le plus important parmi les G-SIB européennes⁴⁹. Le ratio CET1 non phasé atteint 17,4%. Au cours du premier trimestre 2023 :

- L'application d'IFRS 17 a un impact positif de +10 points de base, résultant principalement de l'upfronting d'une partie de l'effet « Pull to Par » attendu sur les réserves latentes, en moins-values à fin 2022. Ainsi, alors que le stock de moins-values latentes était de -19 points de base au 31 décembre 2022 en norme IFRS 4, il atteint à fin mars 2023 -5 points de base en norme IFRS 17. L'impact d'IFRS 17 sur le ratio de CET1 hors stock des réserves latentes est donc globalement neutre.
- Le ratio CET1 bénéficie d'un impact de +21 points de base lié au **résultat conservé**.
- L'évolution des emplois pondérés liée à **la croissance organique des métiers et aux effets méthodes** impacte le ratio CET1 du Groupe à hauteur de -9 points de base, intégrant une hausse des emplois pondérés des métiers (dont +3,1 milliards d'euros pour les Caisses régionales).
- La fin progressive des **mesures transitoires IFRS 9** (phasing out) pèse pour -13 points de base au premier trimestre 2023. La fin du phasing out est prévue en 2025, avec un impact de -17 points de base additionnel attendu sur la période 2024-2025.
- Les **réserves latentes assurance** ont un effet neutre ce trimestre en raison d'une moindre volatilité des réserves OCI sous IFRS 17 (+1 point de base au premier trimestre 2023)

Le **ratio Tier 1** phasé ressort à 18,9% et le ratio global phasé est à 21,7% à fin mars 2023.

Le **ratio de levier phasé** ressort à 5,4%, en hausse de +0,1 point de pourcentage par rapport à fin décembre 2022, bien au-dessus de l'exigence réglementaire de 3,5% (hausse de 0,5% au 1^{er} janvier 2023 pour les établissements d'importance systémique mondiale (G-SII)).

Les **emplois pondérés** du Groupe Crédit Agricole s'élèvent à 584,3 milliards euros, en hausse de +9,7 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2022 en lien principalement avec la progression de la VME assurance, pour un montant de RWAs de +10,1 milliards d'euros dont +7,6 milliards d'euros liés à l'entrée en vigueur d'IFRS 17 et +2,5 milliards d'euros d'évolution organique assurances y compris réserves latentes (+0,5 milliard d'euros de résultat du trimestre et +0,2 milliard d'euros de hausse des réserves latentes). Hors VME de l'assurance, la croissance organique des métiers (y compris effet change) contribue à cette évolution pour +2,6 milliards.

Les effets méthodologiques et autres permettent une baisse des RWAs de -3,0 milliards d'euros (principalement en raison de travaux d'optimisation sur le pôle Grande Clientèle).

Seuils de déclenchement du montant maximum de distribution (MMD et L-MMD)

La transposition de la réglementation bâloise dans la loi européenne (CRD) a instauré un mécanisme de restriction des distributions applicables aux dividendes, aux instruments AT1 et aux rémunérations variables. Le principe du Montant Maximal Distribuible (MMD, somme maximale qu'une banque est autorisée à consacrer

⁴⁷ Pour rappel, le ratio CET1 de GCA au 31/12/2022 intégrait pour -17 points de base l'anticipation d'achat d'actions Crédit Agricole S.A. par SAS rue de La Boétie

⁴⁸ Hausse attendue fin juin 2023 du coussin contracyclique (coussin de 7bps au 31/03/2023 à 40 bps au 30/06/2023), remontant l'exigence SREP à 9,2% fin juin 2023

⁴⁹ Sur la base des données publiques en date du 31/03/2023 des 12 G-SIB européennes, soit, au 31/03/2023, pour CAG, BPCE, BNPP, Deutsche Bank, Santander, Unicredit, Barclays, HSBC, Standard Chartered, UBS et, au 31/12/2022, pour ING et Société Générale. CASA (31/03/2023). Ecart au SREP ou exigence en CET1 équivalente

aux distributions) vise à restreindre les distributions lorsque ces dernières résulteraient en un non-respect de l'exigence globale de coussins de fonds propres.

La distance au seuil de déclenchement du MMD correspond ainsi au minimum entre les distances respectives aux exigences SREP en capital CET1, Tier 1 et Fonds propres totaux.

Le Groupe Crédit Agricole, au 31 mars 2023, dispose d'une marge de sécurité de **819 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du MMD, soit 48 milliards d'euros de capital CET1**.

Crédit Agricole S.A., au 31 mars 2023, dispose d'une marge de sécurité de **369 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du MMD, soit 14 milliards d'euros de capital CET1**.

Le non-respect de l'exigence de coussin de ratio de levier entraînerait une restriction de distributions et le calcul d'un montant maximal distribuable (L-MMD).

Au 31 mars 2023, **le Groupe Crédit Agricole** dispose d'une marge de sécurité de **189 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du L-MMD, soit 39 milliards d'euros de capital Tier 1**.

TLAC

L'exigence de ratio TLAC a été transposée en droit de l'Union européenne *via* CRR2 et s'applique depuis le 27 juin 2019. Le Groupe Crédit Agricole doit satisfaire à tout moment aux exigences de ratio TLAC suivantes :

- un ratio TLAC supérieur à 18% des actifs pondérés des risques (*Risk Weighted Assets - RWA*), niveau auquel s'ajoute, d'après la directive européenne CRD5, une exigence globale de coussins de fonds propres (incluant pour le Groupe Crédit Agricole un coussin de conservation de 2,5%, un coussin G-SIB de 1% et le coussin contracyclique fixé à 0,07% pour le groupe Crédit Agricole au 31/03/23). En tenant compte de l'exigence globale de coussins de fonds propres, le Groupe Crédit Agricole doit respecter un ratio TLAC supérieur à 21,6% ;
- un ratio TLAC supérieur à 6,75% de l'exposition en levier (*Leverage Ratio Exposure - LRE*).

L'objectif 2025 du Groupe Crédit Agricole est de conserver un ratio TLAC supérieur ou égal à 26% des RWA hors dette senior préférée éligible.

Au 31 mars 2023, le **ratio TLAC du Groupe Crédit Agricole s'élève à 27,4% des RWA et 7,8% de l'exposition en levier, hors dette senior préférée éligible⁵⁰**, soit bien au-delà des exigences. Le ratio TLAC exprimé en pourcentage des actifs pondérés des risques est en hausse de 20 pb sur le trimestre, en lien avec la progression des fonds propres et éléments éligibles sur la période. Exprimé en pourcentage de l'exposition en levier (LRE), le ratio TLAC est stable par rapport à décembre 2022.

Le Groupe présente ainsi un ratio TLAC hors dette senior préférée éligible supérieur de 580 points de base, soit 34 milliards d'euros, au-delà de l'exigence actuelle de 21,6% des RWA.

A fin mars 2023, 2,6 milliards d'euros équivalents ont été émis sur le marché (AT1, dette senior non préférée et Tier 2). Le montant de titres senior non préférés du Groupe Crédit Agricole pris en compte dans le calcul du ratio TLAC s'élève à 28,0 milliards d'euros.

⁵⁰ Dans le cadre de l'analyse annuelle de sa résolvabilité, le Groupe Crédit Agricole a choisi de renoncer à la possibilité prévue par l'article 72ter(3) de CRR d'utiliser de la dette senior préférée pour le respect du TLAC en 2023.

MREL

Les niveaux minimums à respecter sont déterminés dans des décisions prises par les autorités de résolution et notifiées à chaque établissement, puis révisées périodiquement. Le Groupe Crédit Agricole doit respecter depuis le 1er janvier 2022 une exigence minimale de MREL total de :

- 21,04% des RWA, niveau auquel s'ajoute d'après la directive européenne CRD5, une exigence globale de coussins de fonds propres (incluant pour le Groupe Crédit Agricole un coussin de conservation de 2,5%, un coussin G-SIB de 1% et le coussin contracyclique fixé à 0,07% pour le Groupe CA au 31/03/23). En tenant compte de l'exigence globale de coussins de fonds propres, le Groupe Crédit Agricole doit respecter un ratio MREL total supérieur à 24,6% ;
- 6,02% de la LRE.

Au 31 mars 2023, le **Groupe Crédit Agricole présente un ratio MREL à 32,8% des RWA et 9,3% de l'exposition en levier**, bien au-delà de l'exigence de MREL total.

Une exigence de subordination additionnelle au TLAC (« MREL subordonné ») est également déterminée par les autorités de résolution et exprimée en pourcentage des RWA et de la LRE, dans laquelle les instruments de dette senior sont exclus, à l'instar du TLAC, dont le ratio est équivalent à celui du MREL subordonné pour le Groupe Crédit Agricole. Depuis le 1er janvier 2022, cette exigence de MREL subordonné pour le Groupe Crédit Agricole n'excède pas l'exigence de TLAC.

La distance au seuil de déclenchement du montant maximum de distribution liée aux exigences de MREL (M- MMD) correspond au minimum entre les distances respectives aux exigences de MREL, MREL subordonné et TLAC exprimées en RWA.

Le Groupe Crédit Agricole, au 31 mars 2023, dispose ainsi d'une marge de sécurité de 580 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du M-MMD, compte tenu de l'exigence TLAC applicable au 31/03/2023, soit 34 milliards d'euros de capital CET1.

Crédit Agricole S.A.

Au 31 mars 2023, le ratio de solvabilité de Crédit Agricole S.A. s'établit au-dessus de la cible du Plan à Moyen Terme, avec un **ratio Common Equity Tier 1 (CET1) de 11,6%** en vision phasée, en hausse de 37 points de base par rapport à fin décembre 2022. Ainsi, Crédit Agricole S.A. affiche un coussin confortable de 3,7 points de pourcentage entre le niveau de son ratio CET1 et l'exigence *SREP*⁵¹ fixée à 7,9%, coussin en hausse par rapport aux 3,3 points de pourcentage à fin décembre 2022. Le ratio CET1 non phasé atteint 11,5% au cours du premier trimestre 2023 :

- **L'application d'IFRS 17** a un impact positif de +32 points de base, résultant principalement de l'upfronting d'une partie de l'effet « Pull to Par » attendu sur les réserves latentes, en moins-values. Ainsi, alors que le stock de moins-values latentes était de -54 points de base au 31 décembre 2022 en norme IFRS4, il atteint à fin mars 2023 -18 points de base en normes IFRS17. L'impact d'IFRS17 sur le ratio de CET1 hors stock des réserves latentes est donc globalement neutre.
- Le ratio CET1 bénéficie également d'un impact positif de +15 points de base lié au **résultat conservé**. Cet impact correspond au résultat net part du Groupe net des coupons AT1 (impact de +30 points de base) et de la distribution de 50% du résultat, soit une provision pour dividendes de 18 centimes par action au premier trimestre 2023 (-15 points de base).
- L'évolution **des emplois pondérés liée à la croissance organique des métiers et aux effets méthodes** est contenue et impacte le ratio CET1 à hauteur de -1 point de base ce trimestre.
- La fin progressive des mesures transitoires IFRS 9 (phasing out) pèse pour -10 points de base au premier trimestre 2023. La fin du phasing out est prévue en 2025, avec un impact de -10 points de base additionnel attendu sur la période 2024-2025.
- Les **réserves latentes Assurances** ont un effet neutre ce trimestre en raison d'une moindre volatilité des réserves OCI sous IFRS17 (+2 points de base au premier trimestre 2023).

Le **ratio de levier** phasé s'établit à 3,7% à fin mars 2023, en hausse de +0,1 point de pourcentage par rapport à fin décembre 2022, au-dessus de l'exigence de 3%.

Le **ratio Tier 1** phasé ressort à 13,6% et le ratio global phasé est à 17,9% ce trimestre.

Les **emplois pondérés** de Crédit Agricole S.A. s'élèvent à 368,1 milliards euros à fin mars 2023, en hausse de +6,8 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2022 en lien avec la progression de la VME assurance, pour un montant de RWAs de +10,0 milliards d'euros dont +7,6 milliards d'euros d'entrée en vigueur d'IFRS17 et +2,4 milliards d'euros d'évolution organique assurances y compris réserves latentes (+0,5 milliard d'euros de résultat du trimestre et +0,2 milliard d'euros de hausse des réserves latentes) ; la contribution des métiers hors VME de l'assurance (y.c effet change favorable) s'élève à -0,3 milliards d'euros, l'évolution organique des métiers des pôles SFS (+1,6 milliards d'euros), GEA hors assurance (+1,3 milliards d'euros), AHM (+1,5 milliards d'euros) et banque de proximité (+0,4 milliards d'euros), est compensée par une baisse des RWAs sur le pôle Grandes clientèle principalement grâce à la baisse des RWA de marché (évolution favorable de la VaR et de la SVaR), à des RWA de la BF en recul ponctuel, et à des effets ratings et change favorables pour -5,0 milliards d'euros. Les effets méthodes et autres permettent une baisse des RWAs de -3,0 milliards d'euros (dont travaux d'optimisation sur le pôle Grande Clientèle).

⁵¹ Hausse attendue fin juin 2023 du coussin contracyclique (de 8 points de base au 31 mars 2023 à 34 points de base au 30 juin 2023) remontant l'exigence *SREP* à 8,2%

Liquidité et Refinancement

L'analyse de la liquidité est réalisée à l'échelle du Groupe Crédit Agricole.

Afin de fournir une information, simple, pertinente et auditable de la situation de liquidité du Groupe, l'excédent de ressources stables du bilan cash bancaire est calculé trimestriellement.

Le bilan cash bancaire est élaboré à partir des comptes en normes IFRS du Groupe Crédit Agricole. Il repose d'abord sur l'application d'une table de passage entre les états financiers IFRS du Groupe et les compartiments du bilan cash tels qu'ils apparaissent dans le tableau ci-après et dont la définition est communément admise sur la place. Il correspond au périmètre bancaire, les activités d'assurance étant gérées avec leur propre contrainte prudentielle.

À la suite de la répartition des comptes IFRS dans les compartiments du bilan cash, des calculs de compensation (nettings) sont effectués. Ils concernent certains éléments de l'actif et du passif dont l'impact est symétrique en termes de risque de liquidité. Ainsi, les impôts différés, impacts de la juste valeur, dépréciations collectives, ventes à découvert et autres actifs et passifs font l'objet d'un netting pour un montant de 57 milliards d'euros à fin mars 2023. De même, 110 milliards d'euros de repos/reverse repos sont éliminés, dans la mesure où ces encours sont la traduction de l'activité du desk Titres effectuant des opérations de prêts/emprunts de titres qui se compensent. Les autres nettings effectués pour la construction du bilan cash, pour un montant total de 189 milliards d'euros à fin mars 2023, sont relatifs aux dérivés, appels de marge, comptes de régularisation / règlement / liaison et aux titres non liquides détenus par la Banque de financement et d'investissement (BFI) et sont intégrés au compartiment des « Actifs de négoce à la clientèle ».

Il est à noter que la centralisation à la Caisse des Dépôts et Consignations ne fait pas l'objet d'un netting dans la construction du bilan cash ; le montant de l'épargne centralisée (87 milliards d'euros à fin mars 2023) étant intégré à l'actif dans les « Actifs de négoce à la clientèle » et au passif dans les « Ressources clientèle ».

Dans une dernière étape, d'autres retraitements permettent de corriger les encours que les normes comptables attribuent à un compartiment, alors qu'ils relèvent économiquement d'un autre compartiment. Ainsi, les émissions senior dans les réseaux bancaires ainsi que les refinancements de la Banque européenne d'investissements et Caisse des Dépôts et Consignations et les autres refinancements de même type adossés à des prêts clientèle, dont le classement comptable engendrerait une affectation au compartiment « Ressources marché long terme », sont retraités pour apparaître comme des « Ressources clientèle ».

On notera que parmi les opérations de refinancement banques centrales, les encours correspondant au T-LTRO (*Targeted Longer Term Refinancing Operations*) sont intégrés dans les « Ressources marché long terme ». En effet, les opérations de T-LTRO 3 sont assimilées à un refinancement sécurisé de long terme, identique du point de vue du risque de liquidité à une émission sécurisée.

Les opérations de pension livrée (repos) moyen-long terme sont également comprises dans les « Ressources marché long terme ».

Enfin, les contreparties bancaires de la BFI avec lesquelles nous avons une relation commerciale sont considérées comme de la clientèle pour la construction du bilan cash.

Le bilan cash bancaire du Groupe, à 1 671 milliards d'euros au 31 mars 2023, fait apparaître **un excédent des ressources stables sur emplois stables de 217 milliards d'euros**, en hausse de 4 milliards d'euros par rapport à fin décembre 2022 sous l'effet de la hausse de 7 milliards d'euros des besoins de refinancement résultant de l'activité commerciale (hausse de 1 milliard d'euros des crédits et baisse de 6 milliards d'euros des ressources clientèle), toutefois compensée par une hausse de 11 milliards d'euros des ressources de marché à moyen-long terme. L'excédent de ressources stables est par ailleurs en baisse de 69 milliards d'euros par rapport à fin mars 2022 en raison notamment du remboursement en décembre 2022 de 71 milliards d'euros⁵² de ressources T-LTRO 3.

⁵² Hors FCA Bank

Par ailleurs, l'encours total T-LTRO 3 pour le Groupe Crédit Agricole s'élève à 90 milliards d'euros⁵² au 31 mars 2023, en baisse de 1 milliard d'euros⁵², remboursés sur le trimestre. A noter, concernant la position en ressources stables, que le pilotage interne du Groupe exclut le surplus temporaire de ressources stables apportées par l'augmentation du refinancement T-LTRO 3, afin de sécuriser l'objectif du Plan à Moyen Terme de 110 à 130 milliards d'euros, indépendamment de la stratégie de remboursement.

Par ailleurs, compte-tenu des excédents de liquidité, le Groupe demeure en position prêteuse à court terme au 31 mars 2023 (dépôts Banques centrales supérieurs au montant de l'endettement court terme net).

Les ressources de marché à moyen-long terme s'élèvent à 295 milliards d'euros au 31 mars 2023, en hausse de 11 milliards d'euros par rapport à fin décembre 2022, et en baisse de 65 milliards d'euros par rapport à fin mars 2022 notamment sous l'effet du remboursement en décembre 2022 de 71 milliards d'euros⁵² de ressources T-LTRO 3.

Elles comprennent les dettes seniors collatéralisées à hauteur de 156 milliards d'euros, les dettes senior préférées à hauteur de 87 milliards d'euros, les dettes seniors non préférées pour 31 milliards d'euros et des titres Tier 2 s'élevant à 21 milliards d'euros.

Les réserves de liquidité du Groupe, en valeur de marché et après décotes, s'élèvent à 457 milliards d'euros au 31 mars 2023, en baisse de 10 milliards d'euros par rapport à fin décembre 2022 et de 15 milliards d'euros par rapport à fin mars 2022. Elles couvrent plus de trois fois l'endettement court terme net (hors remplacements en Banques centrales).

Elles demeurent à un niveau élevé, toutefois en baisse attendue expliquée par l'amortissement d'une part des créances éligibles en Banque centrale (gisement de créances immobilières des Caisses régionales et LCL non rechargé en anticipation de l'arrêt du canal « ACC⁵³ immobilier » au 30 juin 2023).

Le Groupe Crédit Agricole a par ailleurs poursuivi ses efforts afin de maintenir les réserves immédiatement disponibles (après recours au financement BCE). Les actifs non-HQLA éligibles en banque centrale après décote s'élèvent à 134 milliards d'euros.

Les établissements de crédit sont assujettis à un seuil sur le ratio LCR, fixé à 100% depuis le 1er janvier 2018.

Au 31 mars 2023, les ratios LCR moyens sur 12 mois s'élèvent respectivement à 162,6% pour le Groupe Crédit Agricole et 147,2% pour Crédit Agricole S.A. Les ratios LCR de fin de mois s'élèvent respectivement à 158,4% pour le Groupe Crédit Agricole (soit un excédent de 119,9 milliards d'euros) et 154,2% pour Crédit Agricole S.A. (soit un excédent de 103,7 milliards d'euros). Ils sont supérieurs à l'objectif du Plan à Moyen Terme (environ 110%), en ligne avec le recours du Groupe aux tirages T-LTRO 3 auprès de la Banque centrale pendant la crise COVID-19.

Par ailleurs, **les ratios NSFR du Groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A sont supérieurs à 100%**, conformément à l'exigence réglementaire entrée en application le 28 juin 2021 et supérieurs à l'objectif du Plan à Moyen Terme (>100%).

Le Groupe continue de suivre une politique prudente en matière de **refinancement à moyen long terme**, avec un accès très diversifié aux marchés, en termes de base investisseurs et de produits.

Au 31 mars 2023, les principaux émetteurs du Groupe ont levé sur le marché l'équivalent de 21,2 milliards d'euros^{54,55} de dette à moyen long terme, dont 50% émis par Crédit Agricole S.A. On note notamment les montants suivants pour le Groupe :

- Crédit Agricole CIB a émis 6 milliards d'euros en format structuré ;
- Crédit Agricole Consumer Finance a émis 0,7 milliard d'euros sous forme de titrisations ABS ;

⁵³ Additional Credit Claims

⁵⁴ Montant brut avant rachats et amortissements

⁵⁵ Hors émission AT1

- Crédit Agricole Next Bank (Suisse) a réalisé une émission Covered Bond à 7 ans pour 150 millions en janvier.

Le financement à moyen long terme du Groupe peut se décomposer à travers les catégories suivantes :

- 4,5 milliards d'euros de financement sécurisé ;
- 8,0 milliards d'euros de financement non sécurisé vanille ;
- 6,4 milliards d'euros de financement structuré ;
- 2,4 milliards d'euros de dépôts institutionnels long-terme et CD.

Par ailleurs, 6,0 milliards d'euros ont également été levés hors marché et se répartissent entre :

- 4,4 milliards d'euros au travers des réseaux de banques (banque de proximité du Groupe ou réseaux externes) ;
- 0,6 milliard d'euros auprès des organismes supranationaux et institutions financières ;
- 1,0 milliard d'euros auprès de véhicules de refinancement nationaux (dont CRH).

Au 31 mars 2023, Crédit Agricole S.A. a levé sur le marché l'équivalent de 10,7 milliards d'euros^{54,55} :

La banque a levé l'équivalent de 10,7⁵⁴ milliards d'euros, dont 1 milliard d'euros en dette senior non préférée et 0,4 milliard d'euros en dette Tier 2, ainsi que 6,3 milliards d'euros de dette senior préférée et 3 milliards d'euros de dette senior collatéralisée. Le financement est diversifié en formats et en devises avec notamment :

- 7,8 milliards d'euros ;
- 1,5 milliard de dollars américains ;
- 0,9 milliard de livres sterling ;
- 0,5 milliard dollars singapouriens ;
- 0,1 milliard de francs suisses ;
- 4 milliards de yen japonais.

Depuis fin mars, Crédit Agricole S.A. a levé 3,1 milliards d'euros complémentaires dont une émission Senior collatéralisée pour 1,25 milliard d'euros et une émission Senior Préférée pour 1,5 milliard d'euros. Ainsi, à fin avril, le plan de financement MLT s'élève à 13,8 milliards d'euros soit une réalisation de 73% du programme 2023.

A noter que Crédit Agricole S.A. a émis le 3 janvier 2023 un AT1 Perpétuel NC6 ans pour 1,25 milliard d'euros au taux initial de 7,25%.

Annexe 1 – Eléments spécifiques, Groupe Crédit Agricole et Crédit Agricole S.A.

Groupe Crédit Agricole– Eléments spécifiques, T1-2023

En m€	T1-23		T1-22	
	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG
DVA (GC)	(8)	(6)	(31)	(23)
Couvertures de portefeuilles de prêts (GC)	(24)	(18)	17	12
Provisions Epargne logement (LCL)	-	-	6	4
Provisions Epargne logement (AHM)	-	-	18	13
Provisions Epargne logement (CR)	-	-	70	52
Total impact en PNB	(32)	(24)	79	59
Coûts d'intégration Creval (BPI)	-	-	(8)	(5)
Coûts d'intégration Lyxor (GEA)	-	-	(10)	(5)
Total impact en Charges	-	-	(18)	(10)
Provision pour risque fonds propres Ukraine (BPI)	-	-	(195)	(195)
Total impact coût du risque de crédit	-	-	(195)	(195)
Déclassement d'actifs en cours de cession (BPI)	-	-	(4)	(7)
Total impact en Activités en cours de cession	-	-	(4)	(7)
Impact total des retraitements	(32)	(24)	(138)	(153)
Gestion de l'épargne et Assurances	-	-	(10)	(5)
Banque de proximité-France	-	-	76	56
Banque de proximité-International	-	-	(207)	(207)
Services financiers spécialisés	-	-	-	-
Grandes Clientèles	(32)	(24)	(14)	(10)
Activités hors métiers	-	-	18	13

* Impacts avant impôts et avant intérêts minoritaires

Crédit Agricole S.A. – Eléments spécifiques T1-2023

En m€	T1-23		T1-22	
	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG
DVA (GC)	(8)	(6)	(31)	(22)
Couvertures de portefeuilles de prêts (GC)	(24)	(17)	17	12
Provisions Epargne logement (LCL)	-	-	6	4
Provisions Epargne logement (AHM)	-	-	18	13
Total impact en PNB	(32)	(23)	10	7
Coûts d'intégration Creval (BPI)	-	-	(8)	(4)
Coûts d'intégration Lyxor (GEA)	-	-	(10)	(5)
Total impact en Charges	-	-	(18)	(9)
Provision pour risque fonds propres Ukraine (BPI)	-	-	(195)	(195)
Total impact coût du risque de crédit	-	-	(195)	(195)
Déclassement d'actifs en cours de cession (BPI)	-	-	(4)	(7)
Total impact en Activités en cours de cession	-	-	(4)	(7)
Impact total des retraitements	(32)	(23)	(207)	(204)
Gestion de l'épargne et Assurances	-	-	(10)	(5)
<i>Banque de proximité-France</i>	-	-	6	4
<i>Banque de proximité-International</i>	-	-	(207)	(206)
<i>Services financiers spécialisés</i>	-	-	-	-
<i>Grandes Clientèles</i>	(32)	(23)	(14)	(10)
<i>Activités hors métiers</i>	-	-	18	13

* Impacts avant impôts et avant intérêts minoritaires

Annexe 2- Groupe Crédit Agricole : résultats par pôle

Groupe Crédit Agricole – Résultats par pôle, T1-23 et T1-22

En m€	T1-23 (publié)							
	CR	LCL	BPI	GEA	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	3 333	936	989	1 745	672	2 051	(800)	8 927
Charges d'exploitation hors FRU	(2 441)	(599)	(501)	(715)	(371)	(1 121)	464	(5 284)
FRU	(113)	(50)	(40)	(6)	(31)	(314)	(72)	(626)
Résultat brut d'exploitation	779	287	449	1 024	270	616	(408)	3 018
Coût du risque	(172)	(66)	(115)	(1)	(158)	(36)	0	(548)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	7	-	0	22	74	4	0	108
Gains ou pertes nets sur autres actifs	1	(0)	0	0	(1)	5	(1)	4
Résultat avant impôt	616	221	334	1 045	184	589	(408)	2 581
Impôts	(196)	(63)	(98)	(231)	(34)	(183)	94	(711)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	2	-	0	-	-	2
Résultat net	420	159	238	815	150	405	(315)	1 872
Intérêts minoritaires	0	(0)	(40)	(111)	(23)	(19)	(9)	(204)
Résultat net part du Groupe	420	158	198	703	127	386	(324)	1 669

En m€	T1-22 (publié)							
	CR	LCL	GEA	BPI	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	3 686	986	1 568	804	688	1 723	(573)	8 882
Charges d'exploitation hors FRU	(2 326)	(596)	(699)	(502)	(366)	(968)	374	(5 082)
FRU	(158)	(66)	(8)	(30)	(35)	(441)	(56)	(794)
Résultat brut d'exploitation	1 202	324	861	273	286	314	(255)	3 005
Coût du risque	(145)	(61)	(2)	(275)	(125)	(278)	(2)	(888)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	4	-	20	1	80	3	(0)	108
Gains ou pertes nets sur autres actifs	13	(0)	1	(0)	0	0	(1)	13
Résultat avant impôt	1 074	262	881	(1)	242	38	(258)	2 238
Impôts	(302)	(81)	(183)	(57)	(54)	(75)	50	(703)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	(1)	1	1	-	-	1
Résultat net	772	181	696	(57)	189	(37)	(208)	1 536
Intérêts minoritaires	(0)	(0)	(115)	(31)	(26)	(10)	(5)	(186)
Résultat net part du Groupe	772	181	581	(88)	164	(47)	(213)	1 350

Annexe 3 – Crédit Agricole S.A. : Résultats par pôle

Crédit Agricole S.A. – Résultats par pôle, T1-23 et T1-22

En m€	T1-23 (publié)						
	GEA	GC	SFS	BP (LCL)	BPI	AHM	Total
Produit net bancaire	1 746	2 051	672	936	969	(253)	6 121
Charges d'exploitation hors FRU	(715)	(1 121)	(371)	(599)	(484)	(39)	(3 328)
FRU	(6)	(314)	(31)	(50)	(40)	(72)	(513)
Résultat brut d'exploitation	1 024	616	270	287	445	(363)	2 280
Coût du risque	(1)	(36)	(158)	(66)	(114)	1	(374)
Sociétés mises en équivalence	22	4	74	-	0	(14)	86
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	5	(1)	(0)	0	-	4
Résultat avant impôt	1 046	589	184	221	332	(376)	1 996
Impôts	(232)	(183)	(34)	(63)	(98)	88	(521)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	0	-	2	-	2
Résultat net	814	406	150	159	236	(287)	1 476
Intérêts minoritaires	(115)	(29)	(23)	(7)	(58)	(17)	(250)
Résultat net part du Groupe	698	376	127	151	178	(305)	1 226

En m€	T1-22 (publié)						
	GEA	GC	SFS	BP (LCL)	BPI	AHM	Total
Produit net bancaire	1 569	1 723	688	986	786	(168)	5 584
Charges d'exploitation hors FRU	(698)	(968)	(366)	(596)	(487)	(18)	(3 133)
FRU	(8)	(441)	(35)	(66)	(30)	(56)	(636)
Résultat brut d'exploitation	864	314	286	324	270	(243)	1 815
Coût du risque	(2)	(278)	(125)	(61)	(273)	(2)	(740)
Sociétés mises en équivalence	20	3	80	-	1	(8)	95
Gains ou pertes nets sur autres actifs	1	0	0	9	(0)	(0)	10
Résultat avant impôt	883	38	242	272	(2)	(253)	1 180
Impôts	(183)	(75)	(54)	(81)	(57)	50	(401)
Rés. net des activités abandonnées	(1)	-	1	-	1	-	1
Résultat net	698	(37)	189	190	(58)	(203)	780
Intérêts minoritaires	(120)	(6)	(26)	(8)	(42)	(8)	(209)
Résultat net part du Groupe	578	(43)	164	183	(100)	(211)	571

Annexe 4 – Données par action

Crédit Agricole S.A. – Bénéfice par action, actif net par action et RoTE

(en m€)	T1-23 IFRS17	T1-22 IFRS4
Résultat net part du Groupe - publié	1 226	552
- Intérêts sur AT1 y compris frais d'émission, avant IS	(141)	(122)
RNPG attribuable aux actions ordinaires - publié [A]	1 085	430
Nombre d'actions moyen, hors titres d'auto-contrôle (m) [B]	3 024	3 024
Résultat net par action - publié [A]/[B]	0,36 €	0,14 €
RNPG sous-jacent	1 249	756
RNPG sous-jacent attribuable aux actions ordinaires [C]	1 108	634
Résultat net par action - sous-jacent [C]/[B]	0,37 €	0,21 €

(en m€)	31/03/2023 IFRS17
Capitaux propres - part du Groupe	69 138
- Emissions AT1	(7 239)
- Réserves latentes OCI - part du Groupe	1 237
- Projet distribution de dividende sur résultat annuel*	(3 175)
Actif net non réévalué (ANC) attrib. aux actions ord. [D]	59 962
- Écarts d'acquisition & incorporels** - part du Groupe	(16 960)
ANC tangible non réévalué (ANT) attrib. aux actions ord. [E]	43 002
Nombre d'actions, hors titres d'auto-contrôle (fin de période, m) [F]	3 024,0
ANC par action, après déduction du dividende à verser (€) [D]/[F]	19,8 €
+ Dividende à verser (€) [H]	1,05 €
ANC par action, avant déduction du dividende (€)	20,9 €
ANT par action, après déduction du dividende à verser (€) [G]=[E]/[F]	14,2 €
ANT par action, avt deduct. du divid. à verser (€) [G]+[H]	15,3 €

* dividende proposé par le Conseil d'administration et en attente de versement

** y compris les écarts d'acquisition dans les participations ne donnant pas le contrôle

(en m€)	T1-23 IFRS17
Résultat net part du Groupe - publié [K]	1 226
Dépréciation d'immobilisation incorporelle [L]	0
IFRIC [M]	-549
RNPG publié annualisé [N] = ([K]-[L]-[M])*4+[M]	6 553
Intérêts sur AT1 y compris frais d'émission, avant IS, annualisés [O]	-564
Résultat publié ajusté [P] = [N]+[O]	5 989
AN tangible moyen non réévalué attrib. aux actions ordin. (2) [J]	42 306
ROTE publié ajusté (%) (1) = [P] / [J]	14,2%
Résultat net part du Groupe sous-jacent [Q]	1 249
RNPG sous-jacent annualisé [R] = ([Q]-[M])*4+[M]	6 645
Résultat sous-jacent ajusté [S] = [R]+[O]	6 081
ROTE sous-jacent ajusté(1) (%) = [S] / [J]	14,4%

NB : Les chiffres présentés dans cette annexe pourront éventuellement faire l'objet de modifications pour l'arrêté au 30 juin 2023

(1) ROTE calculé sur la base d'un RNPG annualisé et de charges IFRIC linéarisées

(2) Moyenne de l'ANC tangible non réévalué attribuable aux actions ordinaires calculée entre les bornes 31/12/2022 et 31/03/2023 (lgn E), retraitée d'une hypothèse de résultat en cours de formation

Indicateurs Alternatifs de Performance⁵⁶

ANC Actif net comptable (non réévalué)

L'actif net comptable non réévalué correspond aux capitaux propres part du Groupe duquel ont été retraités le montant des émissions AT1, des réserves latentes liées aux valorisations par capitaux propres recyclables et du projet de distribution de dividende sur résultat annuel.

ANPA Actif Net Par Action - ANTPA Actif net tangible par action

L'actif net par action est une des méthodes de calcul pour évaluer une action. Il correspond à l'Actif net comptable rapporté au nombre d'actions en circulation en fin de période hors titres d'autocontrôle.

L'actif net tangible par action correspond à l'actif net comptable retraité des actifs incorporels et écarts d'acquisition, rapporté au nombre d'actions en circulation en fin de période hors titres d'autocontrôle.

BNPA Bénéfice Net Par Action

C'est le résultat net part du groupe de l'entreprise, net des intérêts sur la dette AT1, rapporté au nombre moyen d'actions en circulation hors titres d'autocontrôle. Il indique la part de bénéfice qui revient à chaque action (et non pas la part du bénéfice distribué à chaque actionnaire qu'est le dividende). Il peut diminuer, à bénéfice total inchangé, si le nombre d'actions augmente.

Coefficient d'exploitation

Le coefficient d'exploitation est un ratio calculé en divisant les charges par le produit net bancaire ; il indique la part de produit net bancaire nécessaire pour couvrir les charges.

Coût du risque sur encours

Le coût du risque sur encours est calculé en rapportant la charge du coût du risque (sur quatre trimestres glissants) aux encours de crédit (sur une moyenne des quatre derniers trimestres, début de période). Le coût du risque sur encours peut également être calculé en rapportant la charge annualisée du coût du risque du trimestre aux encours de crédit début de trimestre. De manière similaire, le coût du risque de la période peut être annualisé et rapporté à la moyenne encours début de période.

Depuis le premier trimestre 2019, les encours pris en compte sont les encours de crédit clientèle, avant déduction des provisions.

Le mode de calcul de l'indicateur est spécifié lors de chaque utilisation de l'indicateur.

Créance douteuse

Une créance douteuse est une créance en défaut. Un débiteur est considéré en situation de défaut lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- l'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Créance dépréciée

Une créance dépréciée est une créance ayant fait l'objet d'une provision pour risque de non-remboursement.

MREL

Le ratio MREL (*Minimum Requirement for Own Funds and Eligible Liabilities*) est défini dans la Directive européenne « Redressement et Résolution des Banques » (*Bank Recovery and Resolution Directive - BRRD*). Cette directive établit un cadre pour la résolution des banques dans l'ensemble de l'Union

⁵⁶ Les IAP sont des indicateurs financiers non présentés dans les comptes ou définis dans les normes comptables et utilisés dans le cadre de la communication financière, comme le RNPG sous-jacent ou le ROTE, à titre d'exemples. Ils sont utilisés pour faciliter la compréhension de la performance réelle de la société. Chaque IAP est rapproché dans sa définition à des données comptables.

Européenne, visant à doter les autorités de résolution d'instruments et de pouvoirs communs pour s'attaquer préventivement aux crises bancaires, préserver la stabilité financière et réduire l'exposition des contribuables aux pertes. La directive (UE) 2019/879 du 20 mai 2019 dite « BRRD2 » est venue modifier la BRRD et a été transposée en droit français par Ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

Le ratio MREL correspond à un coussin de fonds propres et de passifs éligibles devant être disponibles pour absorber les pertes en cas de résolution. Sous BRRD2, le ratio MREL est calculé comme étant le montant de fonds propres et de passifs éligibles exprimé en pourcentage des actifs pondérés des risques (RWA), ainsi qu'en pourcentage de l'exposition en levier (LRE). Sont éligibles au numérateur du ratio MREL total les fonds propres prudentiels du Groupe, ainsi que les passifs éligibles émis par l'organe central et le réseau des affiliés, c'est-à-dire les titres subordonnés, les dettes senior non préférées et certaines dettes senior préférées d'échéance résiduelle de plus d'un an.

Taux de couverture des créances dépréciées (ou douteux)

Ce taux rapporte les encours de provisions aux encours de créances clientèles brutes dépréciées.

Taux des créances dépréciées (ou douteux)

Ce taux rapporte les encours de créances clientèle brutes dépréciées sur base individuelle, avant provisions, aux encours de créances clientèle brutes totales.

TLAC

Le Conseil de stabilité financière (*Financial Stability Board* - FSB) a défini le calcul d'un ratio visant à estimer l'adéquation des capacités d'absorption de pertes et de recapitalisation des banques systémiques (*Global Systemically Important Banks* - G-SIBs). Ce ratio de *Total Loss Absorbing Capacity* (TLAC) fournit aux autorités de résolution le moyen d'évaluer si les G-SIBs ont une capacité suffisante d'absorption de pertes et de recapitalisation avant et pendant la résolution. Il s'applique aux établissements d'importance systémique mondiale, donc au groupe Crédit Agricole.

Sont éligibles au numérateur du ratio TLAC les fonds propres prudentiels du Groupe, ainsi que les titres subordonnés et les dettes senior non préférées éligibles d'échéance résiduelle de plus d'un an émis par Crédit Agricole SA.

RNPG Résultat net part du Groupe

Le résultat net correspond au bénéfice ou à la perte de l'exercice (après impôt sur les sociétés). Le résultat net part du Groupe est égal à ce résultat diminué de la quote-part revenant aux actionnaires minoritaires des filiales consolidées globalement.

RNPG sous-jacent

Le résultat net part du Groupe sous-jacent correspond au résultat net part du Groupe publié duquel a été retraité des éléments spécifiques (i.e. non récurrents ou exceptionnels) afin de faciliter la compréhension du résultat réel de la société.

RNPG attribuable aux actions ordinaires

Le Résultat net part du Groupe attribuable aux actions ordinaires correspond au résultat net part du Groupe duquel ont été déduits les intérêts sur la dette AT1 y compris les frais d'émissions avant impôt.

RoTE Retour sur fonds propres tangibles - Return on Tangible Equity

Le RoTE (Return on Tangible Equity) est une mesure de la rentabilité sur fonds propres tangibles en rapportant le RNPG annualisé à l'ANC du groupe retraité des immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition. Le RNPG annualisé correspond à l'annualisation du RNPG (T1x4 ; S1x2 ; 9Mx4/3) hors dépréciation d'immobilisations incorporelles et en retraitant chaque période des impacts IFRIC afin de les linéariser sur l'année.

Avertissement

L'information financière de Crédit Agricole S.A. et du Groupe Crédit Agricole pour le premier trimestre 2023 est constituée de ce communiqué de presse, des slides de présentation et, des annexes à cette présentation, disponibles sur le site <https://www.credit-agricole.com/finance/publications-financieres>.

Ce communiqué de presse peut comporter des informations prospectives du Groupe, fournies au titre de l'information sur les tendances. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement délégué UE 2019/980 du 14 mars 2019 (chapitre 1, article 1,d).

Ces éléments sont issus de scénarios fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des aléas qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés. De même, les informations financières reposent sur des estimations notamment lors des calculs de valeur de marché et des montants de dépréciations d'actifs.

Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.

Normes applicables et comparabilité

Les chiffres présentés au titre de la période de trois mois close au 31 mars 2023 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date, et avec la réglementation prudentielle en vigueur à ce jour. Ces informations financières ne constituent pas des états financiers pour une période intermédiaire, tels que définis par la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » et n'ont pas été auditées.

Les chiffres pro-forma présentés feront l'objet d'un examen limité par les commissaires aux comptes pour l'arrêté du 30 juin 2023 et pourront éventuellement donner lieu à des modifications.

Note : Les périmètres de consolidation des groupes Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole n'ont pas changé de façon matérielle depuis le dépôt auprès de l'AMF du Document d'enregistrement universel 2022 de Crédit Agricole S.A. et de l'amendement A.01 de ce Document d'enregistrement universel 2022 comprenant les informations réglementées pour le Groupe Crédit Agricole.

La somme des valeurs contenues dans les tableaux et analyses peut différer légèrement du total en raison de l'absence de gestion des arrondis.

Autres informations

L'Assemblée générale mixte de Crédit Agricole S.A. aura lieu le 17 mai prochain à Paris.

Comme annoncé lors de la publication des résultats de l'année 2022 de Crédit Agricole S.A., le Conseil d'administration proposera à l'Assemblée générale un dividende de 1,05 € par action en numéraire (dont 0,85€ au titre de la politique de distribution de 50% du résultat et 0,20€ au titre du rattrapage du dividende 2019). Il correspond à un rendement de 9,8% sur la base du cours de l'action au 04 mai 2023 (clôture).

- Détachement : 30 mai 2023
- Mise en paiement : 1^{er} juin 2023

Agenda financier

17 mai 2023	Assemblée générale à Paris
4 août 2023	Publication des résultats du deuxième trimestre et du premier semestre 2023
8 novembre 2023	Publication des résultats du troisième trimestre et des neuf mois 2023

Contacts

CONTACTS PRESSE CREDIT AGRICOLE

Alexandre Barat	+ 33 1 57 72 12 19	alexandre.barat@credit-agricole-sa.fr
Olivier Tassain	+ 33 1 43 23 25 41	olivier.tassain@credit-agricole-sa.fr
Mathilde Durand	+ 33 1 57 72 19 43	mathilde.durand@credit-agricole-sa.fr
Bertrand Schaefer	+ 33 1 49 53 43 76	bertrand.schaefer@ca-fnca.fr

CONTACTS RELATIONS INVESTISSEURS CREDIT AGRICOLE S.A

Investisseurs institutionnels	+ 33 1 43 23 04 31	investor.relations@credit-agricole-sa.fr
Actionnaires individuels	+ 33 800 000 777 (numéro vert France uniquement)	relation@actionnaires.credit-agricole.com

Clotilde L'Angevin	+ 33 1 43 23 32 45	clotilde.langevin@credit-agricole-sa.fr
--------------------	--------------------	--

Relations investisseurs actions :

Jean-Yann Asseraf	+ 33 1 57 72 23 81	jean-yann.asseraf@credit-agricole-sa.fr
Fethi Azzoug	+ 33 1 57 72 03 75	fethi.azzoug@credit-agricole-sa.fr
Joséphine Brouard	+ 33 1 43 23 48 33	joséphine.brouard@credit-agricole-sa.fr
Oriane Cante	+ 33 1 43 23 03 07	oriane.cante@credit-agricole-sa.fr
Nicolas Ianna	+33 1 43 23 55 51	nicolas.ianna@credit-agricole-sa.fr
Leila Mamou	+ 33 1 57 72 07 93	leila.mamou@credit-agricole-sa.fr
Anna Pigoulevski	+ 33 1 43 23 40 59	anna.pigoulevski@credit-agricole-sa.fr
Annabelle Wiriath	+ 33 1 43 23 55 52	annabelle.wiriath@credit-agricole-sa.fr

Relations investisseurs crédit et agences de notation :

Rhita Alami Hassani	+ 33 1 43 23 15 27	rhita.alami hassani@credit-agricole-sa.fr
Florence Quintin de Kercadio	+ 33 1 43 23 25 32	florence.quintindekercadio@credit-agricole-sa.fr

Tous nos communiqués de presse sur : www.credit-agricole.com - www.creditagricole.info